

RAPPORT FINANCIER **AU 30 JUIN 2019**

CHIFFRES CLES CONSOLIDES	2
FAITS MARQUANTS	3
RAPPORT D'ACTIVITE	6
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDES	21
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	58

Chiffres clés consolidés

Au $1^{\rm er}$ semestre 2019, les chiffres clés du groupe Casino ont été les suivants :

Données hors IFRS 16 En millions d'euros	S1 2018	S1 2019	Variation	Variation organique
Chiffre d'affaires consolidé HT	17 787	17 841	+0,3%	+3,5% ⁽¹⁾
Marge des activités courantes	4 504	4 427	-1,7%	
EBITDA ⁽²⁾	772	663	-14,0%	-8,6% ⁽³⁾
Dotations aux amortissements nettes	(334)	(316)	-5,3%	
Résultat opérationnel courant (ROC)	437	347	-20,7%	-12,1% ⁽³⁾
Autres produits et charges opérationnels non courants	(137)	(308)	n.s	
Résultat financier, dont :	(249)	(166)	+33,2%	
Coût de l'endettement financier net	(155)	(159)	-2,4%	
Autres produits et charges financiers	(94)	(7)	+92,4%	
Résultat avant impôts	51	(127)	n.s	
Produit (Charge) d'impôt	(24)	(47)	-98,9%	
Quote-part de résultat net des entreprises associées et coentreprises	11	(0)	n.s	
Résultat net des activités poursuivies	39	(174)	n.s	
Dont part du Groupe	(68)	(226)	n.s	
Dont intérêts minoritaires	107	52	-51,7%	
Résultat net des activités abandonnées	48	(17)	n.s	
Dont part du Groupe	4	(6)	n.s	
Dont intérêts minoritaires	44	(10)	n.s	
Résultat net de l'ensemble consolidé	88	(191)	n.s	
Dont part du Groupe	(64)	(232)	n.s	
Dont intérêts minoritaires	152	41	-72,7%	
Résultat net normalisé, Part du Groupe ⁽⁴⁾	46	(16)	n.s	n.s

Note: Les données présentées dans le rapport introductif aux états consolidés sont hors IFRS 16. Le détail des impacts IFRS 16 est notamment présenté p19 de ce rapport introductif

⁽¹⁾ A périmètre constant, taux de change constants, hors essence et calendaire (2) EBITDA = ROC + dotations aux amortissements (3) A périmètre comparable, taux de change constants et hors hyperinflation

⁽⁴⁾ Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts afférents à ces retraitements (cf p18)

Faits marquants

- Le 19 janvier 2019, le groupe Casino a annoncé la signature de promesses d'achat en vue de la cession de 6 Hypermarchés Géant à des adhérents Leclerc, pour une valorisation des murs et fonds totale de 100,5 millions d'euros. En 2018, ils ont représenté un chiffre d'affaires HT d'environ 150 millions d'euros et ont généré une perte totale d'environ 8 millions d'euros de résultat opérationnel courant.
- Le 21 janvier 2019, le groupe Casino a signé un accord avec des fonds gérés par Fortress en vue de la cession de 26 murs d'hypermarchés et supermarchés (13 Hypermarchés Géant, 3 Hypermarchés Casino et 10 Supermarchés Casino) valorisés 501 millions d'euros. Ces 26 actifs représentent 31,8 millions d'euros de loyers. Le groupe Casino sera également associé à la création de valeur de cette opération via une participation dans la société constituée par des fonds gérés par Fortress pour acquérir le portefeuille afin de le valoriser et le céder sur le marché dans les meilleures conditions. Dans ce cadre et en fonction de la performance de la société, le Groupe Casino pourra percevoir dans les prochaines années jusqu'à 150 millions d'euros complémentaires. Avec la réalisation de cette opération portant à 1,5 milliard d'euros les cessions d'actifs, le Groupe Casino a atteint en janvier 2019 l'objectif initial de cession d'actifs non stratégiques, fixé le 11 juin 2018. Le Groupe a finalisé cette opération le 11 mars 2019.
- Le 14 février 2019, le groupe Casino a annoncé la signature d'un accord avec Compass Group, en vue de la cession de R2C, sa filiale spécialisée en restauration collective. Le Groupe a annoncé avoir finalisé cette opération le 1^{er} juillet 2019.
- Le 15 février 2019, le groupe Casino a signé des promesses unilatérales d'achat portant à la fois sur des magasins intégrés et des magasins exploités en master franchise, pour un total de 42 millions d'euros. S'agissant des magasins intégrés, ces promesses représentent un montant de 25 millions d'euros de produits de cession. Elles portent sur 17 magasins (8 Leader Price, 8 Supermarchés Casino et 1 Hypermarché Casino) en vue de leur cession à Lidl et sur l'Hypermarché Géant de Roubaix en vue de sa cession à un adhérent Leclerc et de ses murs au propriétaire de la galerie marchande. En 2018, ces 18 magasins ont représenté un chiffre d'affaires HT de 88 millions d'euros pour une perte de résultat opérationnel courant de -12 millions d'euros. Concomitamment, des masterfranchisés du Groupe ont signé des promesses en vue de la cession de 16 magasins (9 Leader Price et 7 Supermarchés Casino) à Lidl, pour un montant total de 17 millions d'euros. Ces 16 magasins ont représenté en 2018 un chiffre d'affaires HT de 60 millions d'euros pour une perte de résultat opérationnel courant de -9 millions d'euros.
- Le 28 février 2019, le groupe Casino a signé des promesses unilatérales d'achat en vue de la cession de 2 Hypermarchés Géant situés à Nevers et de Montauban, au Groupement Les Mousquetaires, pour une valorisation totale des murs et des fonds de 23,4 millions d'euros. Ces magasins, ont généré un chiffre d'affaires HT d'environ 36 millions d'euros et une perte de résultat opérationnel courant d'environ 3,5 millions d'euros en 2018. L'opération a été finalisée le 27 juin 2019.
- Le 6 mars 2019, le groupe Casino a lancé de manière officielle Horizon International Services, l'alliance avec Auchan Retail, METRO et DIA. Annoncée en juin 2018, Horizon International Services est dédiée à la vente de services aux fournisseurs opérant à l'international. Horizon International Services est opérationnelle couvre les 47 pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Sud dans lesquels ces entreprises opèrent.
- Le 2 avril 2019, l'agence de notation Moody's a dégradé la notation financière du groupe Casino de Ba1 perspective négative à Ba3 perspective négative.
- Le 12 avril 2019, le groupe Casino a signé des promesses unilatérales d'achat concernant 4 magasins structurellement déficitaires : l'Hypermarché de Carcassonne Cité 2 en vue de la cession du fonds de commerce et des murs à un adhérent Leclerc ; l'Hypermarché de Château d'Olonne en vue de la cession du fonds de commerce à un professionnel expérimenté dans le secteur de la grande distribution, qui a pour projet de l'exploiter sous enseigne U, et des murs à un investisseur privé et 2

Leader Price, en vue de leur cession à Lidl. Ces magasins ont représenté en 2018, un CA HT de 42 millions d'euros pour une perte de résultat opérationnel courant de -1,5 millions d'euros. La réalisation des cessions est attendue au 3^{ème} trimestre 2019 sous réserve de la consultation préalable des instances représentatives du personnel concernées et de la réalisation des conditions suspensives usuelles.

- Le 20 avril 2019, l'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la notation financière du groupe Casino de BB perspective négative à BB- perspective négative.
- Le 22 avril 2019, le groupe Casino a signé un accord avec des fonds gérés par des sociétés affiliées à Apollo Global Management en vue de la cession de 32 murs de magasins (12 Géant Casino et 20 magasions à enseigne Monoprix et Casino Supermarchés) valorisés 470 millions d'euros. Ces 32 actifs, situés principalement en province, représentent 26,6 millions d'euros de loyers, dont 14,2 millions d'euros issus d'actifs hypermarchés et 12,4 millions d'euros issus d'actifs Monoprix et supermarchés. Près de 80% de la valeur des actifs après déduction des droits d'enregistrement, soit 374 millions d'euros, sera versé au Groupe Casino à la finalisation de l'opération. L'opération envisagée est conditionnée à la mise en place d'un financement pour lequel un accord de principe a d'ores et déjà été obtenu. Le Groupe Casino sera également associé à la création de valeur de cette opération via une participation dans une société spécifique constituée par les fonds Apollo pour acquérir le portefeuille afin de le valoriser et le céder sur le marché dans les meilleures conditions. Dans ce cadre et en fonction de la performance de la société, le Groupe Casino pourra percevoir dans les prochaines années jusqu'à 110 millions d'euros complémentaires. Cette opération s'inscrit dans le cadre des cessions additionnelles d'actifs non stratégiques de 1 milliard d'euros à réaliser d'ici le T1 2020.
- Le 23 avril 2019, le groupe Casino a annoncé l'extension de son partenariat avec Amazon avec i) l'installation de consignes Amazon Lockers dans 1 000 magasins du groupe Casino d'ici la fin de l'année 2019, ii) des produits de marque Casino (bio, frais, premium, vin, etc.) disponibles sur Amazon en sus des produits Monoprix et iii) l'expansion de la livraison à plus de 35 nouvelles grandes villes françaises d'ici 12 mois.
- Le 23 mai 2019, la société Casino a été informée par son actionnaire de référence Rallye de l'ouverture de procédures de sauvegarde concernant respectivement Rallye et ses filiales Cobivia et HMB, ainsi que les sociétés Foncière Euris, Finatis et Euris. Ces procédures de sauvegarde ont été ouvertes après constat par le tribunal des difficultés financières des holdings. Elles ont pour effet un gel du passif financier de ces sociétés. Chacune de ces procédures ne concerne que l'entité sur laquelle elle a été ouverte et ne s'applique ni à Casino, Guichard-Perrachon ni à ses filiales. Le groupe Casino continue donc à opérer dans le cadre du déroulement normal de ses activités et reste concentré sur l'exécution du plan stratégique annoncé au marché depuis juin 2018, à savoir un plan de cession d'actifs non stratégiques pour 2,5 milliards d'euros, une forte réduction de la dette du Groupe en France et l'atteinte des objectifs opérationnels communiqués au marché.

A date, l'ouverture de la procédure de sauvegarde de Rallye a eu deux impacts au niveau de Casino, Guichard Perrachon:

- i) L'abaissement de la notation du groupe par S&P et Moody's : le 28 mai 2019, S&P a abaissé la notation du groupe à B, avec une perspective négative (auparavant BB perspective négative). Le 31 mai 2019, Moody's a abaissé la notation du groupe B1, perspective négative (auparavant Ba3 perspective négative). Ces changements de notation par Standard & Poor's et Moody's n'ont pas eu d'impact sur le coût ou la disponibilité des ressources financières existantes de Casino;
- ii) La réduction de l'encours de billets de trésorerie : l'encours de billets de trésorerie s'élève au 30 juin 2019 à 167 millions d'euros contre 450 millions d'euros avant l'entrée en sauvegarde de Rallye. Le groupe Casino n'a pas constaté de modification dans les délais de paiement fournisseurs et n'a pas non plus observé de réduction du montant des facilités de caisse (découverts) disponibles.

Comme annoncé le 12 juillet 2019 par Rallye et ses holdings, certaines banques, bénéficiant de nantissements sur les titres de leurs filiales dans le cadre de financements structurés auraient la possibilité d'exercer ces sûretés dans le cadre des procédures de sauvegarde ouvertes (dispositions de l'article L. 211-40 du Code monétaire et financier). Casino confirme que ces opérations n'auraient aucun impact sur le contrôle exercé par Rallye et ses holdings sur Casino. Par ailleurs, Casino rappelle que la perte du contrôle de Casino par Rallye ou ses sociétés holdings n'aurait aucun impact juridique sur la dette de Casino et ne constituerait pas un cas de défaut, que ce soit au titre de la documentation de financement bancaire ou de la documentation de financement obligataire de Casino. L'approche du Groupe au titre du risque de liquidité dans des conditions de marché normales ou dans un environnement dégradé est présentée dans les états consolidés suivants en note 9.5. Le Groupe étudie et discute en permanence, et d'autant plus dans le contexte actuel où la notation financière du Groupe a été dégradée, les différentes options de refinancement ou d'extension de ses échéances bancaires et obligataires.

- Le **29 mai 2019**, le groupe Casino a annoncé avoir finalisé la cession de 3 hypermarchés à des adhérents Leclerc pour 38 millions d'euros.
- Le **7 juin 2019**, le groupe Casino a signé des promesses unilatérales d'achat en vue de la cession d'un Hypermarché Géant à Barberey-Saint-Sulpice en vue de la cession du fonds de commerce et des murs à un adhérent Leclerc, et de 5 magasins (4 Casino Supermarchés et 1 Leader Price) en vue de leur cession au Groupement Les Mousquetaires. Ces magasins ont représenté en 2018 un chiffre d'affaires hors taxes d'environ 43 millions d'euros et une perte de résultat opérationnel courant d'environ 3 millions d'euros. La réalisation des cessions est attendue au 2nd semestre 2019 sous réserve de la consultation préalable des instances représentatives du personnel concernées et de la réalisation des conditions suspensives usuelles.
- Le 27 juin 2019, le groupe Casino a annoncé que le Conseil d'Administration de GPA, filiale du groupe Casino au Brésil, avait approuvé le 26 juin 2019 la formation d'un comité ad-hoc d'administrateurs indépendants afin d'examiner un projet qui conduirait à simplifier la structure du Groupe en Amérique Latine en réalisant i) une offre publique en numéraire lancée par GPA sur 100% d'Exito, à laquelle Casino apporterait la totalité de sa participation (55,3%), ii) une acquisition par Casino des titres détenus par Exito dans Segisor (qui détient elle-même 99,9% des droits de vote et 37,3% des droits économiques de GPA), iii) une migration des actions de GPA au Novo Mercado segment B3, avec la conversion des actions préférentielles en actions ordinaires selon une parité de 1:1, permettant de mettre fin à l'existence de deux classes d'actions et de donner accès à GPA à une base étendue d'investisseurs internationaux. A l'issue du projet, le groupe Casino détiendrait seul 41,4% de GPA qui contrôlerait elle-même Exito et ses filiales en Uruguay et en Argentine. Cette opération sera soumise à l'accord des organes de gouvernance des trois sociétés concernées.
- Le **27 juin 2019**, le groupe Casino a également finalisé la cession de 3 Hypermarchés, 11 Supermarchés Casino et 16 Leader Price et a perçu 58 millions d'euros.

Rapport d'activité

Les commentaires du Rapport Financier semestriel sont réalisés en comparaison au S1 2018 sur les résultats des activités poursuivies. Le Groupe applique depuis le début de l'année la norme IFRS 16. Au S1 2019 l'application de la norme a pour effet une amélioration de l'EBITDA de + 463 millions d'euros et du ROC de + 90 millions d'euros, et une dégradation du résultat net consolidé de -87 millions d'euros hors Via Varejo. La norme exige pour la plupart des locations la reconnaissance d'un actif (droit d'utilisation du bien loué) et d'un passif financier (loyers futurs actualisés), remplaçant la charge de loyer par une charge d'amortissement liée au droit d'utilisation et une charge d'intérêt financier liée à la dette de location. Le Groupe a choisi d'appliquer la méthode de transition « rétrospective complète » qui conduit à retraiter les comptes 2018 permettant leurs comparabilités aux comptes 2019. L'impact de la norme IFRS 16 est détaillé en page 19.

La norme IAS 29 relative au traitement de l'hyperinflation en Argentine a été appliquée depuis le S2 2018, avec application rétrospective limitée au 1^{er} janvier 2018. A ce titre, les données précédemment publiées pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018 ont été retraitées. Compte tenu de la décision prise en 2016 de céder Via Varejo, cette activité est présentée en activité abandonnée en 2018 conformément à la norme IFRS 5 ; la cession a été réalisée le 14 juin 2019.

Les chiffres organiques sont présentés à périmètre constant, taux de change constants, hors essence et hors calendaire. Les chiffres comparables sont hors essence et hors calendaires.

Principales variations du périmètre de consolidation

- Prise de contrôle de Sarenza au 30 avril 2018 (Monoprix)
- Diverses opérations de cessions et prises de contrôle de magasins au cours de l'année 2018 et du S1 2019 au sein de Franprix Leader Price
- Opérations de cessions et fermetures de magasins déficitaires au cours de l'année 2018 et du S1 2019
- Finalisation de la cession de Via Varejo le 14 juin 2019

Effets de change

	Taux de change moyen			Taux de change clôture			
	30 juin 2018	30 juin 2019	Var. %	30 juin 2018	30 juin 2019	Var. %	
Colombie (EUR/COP) (X 1000)	3,4470	3,6008	-4,3%	3,4154	3,6369	-6,1%	
Brésil (EUR/BRL)	4,1415	4,3435	-4,7%	4,4876	4,3511	+3,1%	

Eléments clés du S1 2019

Ce semestre, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'établit à 17,8 milliards d'euros soit une croissance de +0,3% après prise en compte de l'impact négatif du change et de +3,5% en organique. Les variations de change et d'hyperinflation ont un effet négatif de -2,5%.

Ce semestre, en France, les activités de la distribution sont en croissance comparable de +0.5%. Les ventes enregistrent une accélération au T2 2019 par rapport au T1 2019 (respectivement +0.7% vs +0.0% de croissance comparable). Sur deux ans, au T2 2019, la croissance comparable en France s'établit à +2.5% (vs +1.3% au T1 2019).

Le Groupe poursuit son dynamisme sur les formats et catégories porteurs.

- Le Groupe continue de réduire son exposition aux hypermarchés, notamment via 56 cessions de magasins déficitaires (dont 15 hypermarchés) et 118 fermetures depuis le début du plan de rationalisation du parc (plan Rocade).
- Près de 30 nouveaux magasins premium et de proximité (Monoprix, Naturalia, Franprix et Casino Supermarchés) ont été ouverts ce semestre.
- Le bio affiche une croissance du chiffre d'affaires de +7,8% en comparable.
- L'accélération du e-commerce se poursuit avec une croissance de chiffre d'affaires de +11,5%⁽¹⁾ par rapport au S1 2018. Cette progression est notamment portée par le fort dynamisme de Cdiscount dont la marketplace atteint 40,1% du volume d'affaires (« GMV ») au T2 2019 et le renforcement du partenariat entre Monoprix et Amazon Prime Now. Le volume d'affaires du e-commerce alimentaire atteint 187 millions d'euros ce semestre, soit une croissance de +28%.
- Casino Max poursuit sa forte expansion avec le déploiement de services et le lancement de l'application Leader Price
- Le développement des nouvelles activités se poursuit ce semestre. La filiale énergie GreenYellow dispose d'une pipeline de projets solaires de plus de 350 MWc auprès d'industriels et de collectivés locales en France et à l'international contre 150 MWc à fin 2018. 3w.relevanC enregistre un chiffre d'affaires de 24 millions d'euros, en croissance de +38%. ScaleMax déploie son premier data center. 10 000 cœurs (soit environ 1 000 serveurs) ont déjà été déployés à fin juin 2019 auprès de clients externes.

Le Groupe a poursuivi l'exécution de son plan de cession d'actifs annoncé en juin 2018 et étendu à 2,5 milliards d'euros le 14 mars 2019. 2,1 milliards d'euros de cessions ont été signées depuis juin 2018 dont 1,5 milliard d'euros encaissés. Le closing de la cession des murs Apollo est prévue d'ici octobre 2019.

A l'international en Amérique Latine, le Groupe enregistre une croissance des ventes de +10,1% en organique et de +4,9% en comparable ce semestre. Les ventes de **GPA** sont en hausse de +12,0% en organique et de +5,3% en comparable.

Via Varejo a été cédé le 14 juin 2019 par GPA pour un prix total de cession de 615 millions d'euros. Le Groupe a lancé, le 27 juin 2019, un projet de simplification de sa structure en Amérique Latine incluant le regroupement de l'ensemble de ses activités dans la région sous GPA et la migration des actions GPA vers le Novo Mercado. Après examen par un comité d'administrateurs indépendants, le conseil d'administration de GPA a approuvé le 24 juillet 2019 une OPA sur Exito au prix de 18 000 COP. Le dépôt par GPA de son offre interviendra après l'approbation par Exito des accords conférant à Casino un contrôle exclusif sur Segisor (holding de contrôle de GPA) et lui permettant d'acheter la participation d'Exito dans Segisor sur la base d'un prix de 109 BRL par action GPA. Le conseil d'administration de Casino a approuvé ce même jour l'offre d'achat à 109 BRL par action, qui a été transmise à Exito pour examen.

Les ventes d'**Éxito** (hors GPA Food) sont en hausse de +4,7% en organique ce semestre.

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'établit à 347 millions d'euros, soit une variation de -20,7% après prise en compte de l'impact négatif du change et de -12,1% en organique. Hors crédits fiscaux, le Groupe enregistre une croissance du ROC de +2,9% au total et de +12,9% en organique.

- Le ROC du segment France Retail s'élève à 151 millions d'euros, en croissance de +11,3% au total et de +22,3% en organique par rapport au S1 2018. Le résultat de la distribution atteint 121 millions d'euros soit une hausse de +6,1% au total et de +19,5% en organique. La marge de résultat opérationnel courant de la distribution est de 1,3% ce semestre contre 1,2% au S1 2018 soit une hausse de +11 bp au total. Les plans d'économies de coûts et l'amélioration du mix format liée au plan Rocade font plus que compenser l'impact des loyers, de la prime exceptionnelle pour le pouvoir d'achat et de l'inflation des coûts.
- **Le ROC du segment E-commerce** poursuit son amélioration séquentielle pour atteindre -18 millions d'euros (contre -23 millions d'euros au S1 2018) soit une croissance de +19,5% au total, tirée par la marketplace et les revenus BtoC.
- **Le ROC du segment Latam Retail** s'élève à 214 millions d'euros ce semestre contre 324 millions d'euros au S1 2018, soit une variation de -33,9% au total, impactée par la base élevée de crédits fiscaux au S1 2018. Hors crédits fiscaux, la croissance du ROC par rapport au S1 2018 est de +2,1% en organique.
- A fin juin 2019, le Groupe dispose en France⁽¹⁾ d'une liquidité de 4,4 milliards d'euros avec une position de trésorerie brute de 1,7 milliards d'euros et des lignes de crédit confirmées et non tirées de 2,7 milliards d'euros. A fin juin 2019, la dette financière nette du Groupe s'élève à 4,7 milliards d'euros contre 3,4 milliards à fin décembre 2018. La dette financière nette en France⁽¹⁾ s'établit à 2,9 milliards d'euros à fin juin 2019 contre 2,7 milliards d'euros à fin décembre 2018. Le cash-flow libre avant dividendes et frais financiers plus le produit net des plans de cession et Rocade est de 133 millions d'euros.

⁽¹⁾ Périmètre holding du groupe Casino incluant notamment les activités françaises et les holdings détenues à 100%

FRANCE RETAIL

en millions d'euros	S1 2018	S1 2019
Chiffre d'affaires HT	9 310	9 044
EBITDA	307	296
Marge d'EBITDA	3,3%	3,3%
Résultat opérationnel courant	136	151
Marge opérationnelle courante	1,5%	1,7%

Le chiffre d'affaires France Retail s'élève à 9 044 millions d'euros au S1 2019 contre 9 310 millions d'euros au S1 2018. Les ventes affichent une variation de -1,6% en organique et une croissance de +0,5% en comparable.

Par format, on notera les points suivants sur le semestre :

- Les ventes de **Monoprix** sont en croissance de +0,3% en organique et de +0,2% en comparable, portées par l'alimentaire. Sur deux ans au T2 2019, les ventes sont en hausse de +1,6%. Le chiffre d'affaires du bio s'inscrit en hausse de +5,9% en comparable. Monoprix poursuit le fort développement du e-commerce en croissance de +47,7%, tiré par le succès du partenariat avec Amazon Prime Now, étendu en mars 2019. Au S2 2019, le service présentera un développement accéléré à Paris, sa banlieue et de grandes villes de province. Des consignes Amazon Lockers seront installées dans 1 000 magasins du Groupe. L'enseigne décompte 16 ouvertures ce semestre dont 4 magasins Naturalia. Les synergies entre enseignes se déploieront au S2 2019, notamment avec Franprix. Monoprix bénéficiera de la solution Ocado début 2020.
- Les **Supermarchés Casino** enregistrent une croissance de +0,7% en comparable. Sur deux ans au T2 2019, les ventes sont en hausse de +2,8%. Le bio enregistre une forte progression de son chiffre d'affaires à +10,7% en comparable. L'enseigne continue de déployer ses magasins autonomes une partie de la semaine, au nombre de 81 à fin juin 2019. Casino Max poursuit son développement avec 19% du chiffre d'affaires Supermarchés Casino et Hypermarchés Géant réalisé par ses utilisateurs (contre 15% à fin mars 2019).
- Les ventes organiques de **Franprix** sont impactées par des mouvements de parc. Le chiffre d'affaires des produits porteurs s'accélère ce semestre : le bio est en hausse de +16,7% et la restauration de +10,7% en comparable. Franprix accélère significativement sur le e-commerce en progression de +62,6%. En mars, l'enseigne déploie son nouveau programme de fidélité « Bibi! » qui propose des offres personnalisées en temps réel. L'enseigne compte 43 magasins autonomes sur une partie de la semaine à fin juin et adapte son modèle aux zones urbaines populaires. Par ailleurs, le Groupe prévoit pour le S2 2019 l'ouverture de 50 magasins premium et de proximité⁽¹⁾.
- La **Proximité** affiche un chiffre d'affaires en croissance de +3,5% en organique et de +3,1% en comparable, tiré par la dynamique commerciale. Les franchisés maintiennent leur bonne dynamique ce semestre. Le chiffre d'affaires du bio s'incrit en hausse de +46,1% en comparable sur les magasins intégrés ce semestre. La Proximité déploie également 3 magasins autonomes.
- Au sein de **Leader Price**, la rationalisation du parc se poursuit. L'enseigne continue de renforcer sa gamme de produits bio. L'enseigne déploie sa nouvelle application Leader Price Max, sur le modèle de Casino Max. Après un mois de lancement, Leader Price Max enregistre un fort démarrage avec 280 000 téléchargements. L'enseigne compte désormais 42 magasins autonomes sur une partie de la semaine.

• Les **Hypermarchés Géant** délivrent une croissance de +2,1% en organique et de +1,0% en comparable. Le non-alimentaire renoue avec la croissance au T2 2019, tiré par la bonne performance des corners Cdiscount installés. L'enseigne développe de nouveaux corners spécialistes appelés « shops-in-shop » et son service Casino Optique. Le e-commerce continue de progresser, affichant une croissance de +8,4% sur le semestre.

Le ROC du segment France Retail s'élève à 151 millions d'euros, en croissance de +11,3% au total et de +22,3% en organique par rapport au S1 2018. Le résultat de la distribution atteint 121 millions d'euros contre 114 millions d'euros au S1 2018, soit une hausse de +6,1% au total et de +19,5% en organique. Le résultat de la promotion immobilière s'établit à 30 millions d'euros contre 21 millions d'euros au S1 2018. La marge du ROC de la distribution s'améliore de +11 bp à 1,3% contre 1,2% au S1 2018. Les plans d'économies de coûts (+60 millions d'euros) et l'amélioration du mix format liée au plan Rocade font plus que compenser l'impact des loyers (-29 millions d'euros), de la prime exceptionnelle pour le pouvoir d'achat (-10 millions d'euros) et de l'inflation des coûts (énergie et salaires, -10 millions d'euros).

Le plan Rocade représente pour les magasins intégrés un gain ROC en année pleine de 52 millions d'euros dont 6 millions d'euros au S1 2019 et 19 millions d'euros au S2 2019. L'impact chiffre d'affaires année pleine est de l'ordre de 500 millions d'euros pour les magasins déjà fermés ou vendus, compensés en partie en volume d'affaires par de nombreux ralliements dont la famille de M. Quattrucci. Les produits de cessions représentent 233 millions d'euros. Les coûts exceptionnels décaissés sont de 85 millions d'euros.

Sur les magasins franchisés, le gain ROC en année pleine de 27 millions d'euros (gain de 13 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe).

Nouvelles Activités

GreenYellow

GreenYellow, filiale énergie du groupe Casino continue de conforter sa position leader dans le photovoltaïque avec une pipeline de projets supérieure à 350 MWc à fin juin 2019 (vs 150 MWc à fin 2018) auprès d'industriels et de collectivités locales, en France (dont la solarisation du patrimoine immobilier de St-Etienne, 150 sites), en Thaïlande, en Colombie, au Maroc et au Brésil. GreenYellow vise une pipeline de 450 MWc de projets solaires fin 2019.

GreenYellow poursuit le développement de ses contrats de performance énergétique en interne et auprès de clients externes.

Parallèlement, GreenYellow se positionnera au S2 2019 sur le marché de la mobilité électrique par un partenariat avec Allego (filiale à 100% Méridiam) pour la mise en place du premier maillage national de bornes de recharge ultra rapide pour véhicules électriques sur des sites du Groupe. Une dizaine de sites seront installés d'ici fin 2020.

Data et Data center

L'activité de Data de 3w.relevanC enregistre un chiffre d'affaires de 24 M€ ce semestre, en croissance de +38% portée par les activités d'activation des campagnes publicitaires. La filiale enregistre une croissance supérieure⁽¹⁾ à celle des autres régies internet.

ScaleMax déploie son premier data center dans un entrepôt Cdiscount en Ile de France avec une puissance déployée de plus de 10 000 cœurs (équivalent à environ 1 000 serveurs) auprès de clients externes. L'installation de nouveaux sites est prévue au S2 2019. Près de 16 000 cœurs seront signés/en cours de déploiement au S2 2019.

E-COMMERCE (CDISCOUNT)

en millions d'euros	S1 2018	S1 2019
GMV (volume d'affaires) publié par Cnova	1 614	1 752
EBITDA	(7)	2
Résultat opérationnel courant	(23)	(18)

Le volume d'affaires (« GMV ») du E-commerce s'établit à 1 752 millions d'euros, en croissance de +11,0%⁽¹⁾ en organique au S1 2019 portée la forte hausse de la base de clients Cdiscount à Volonté qui dépasse désormais le seuil de 2 millions d'abonnés et la croissance solide des visiteurs uniques (+5% sur les 4 premiers mois de l'années) confortant la place de #2 en France⁽²⁾.

La rentabilité s'améliore grâce à la hausse de la quote-part de marketplace qui atteint 40,1% au T2 2019 (contre 36,6% au T2 2018), elle-même soutenue par la croissance significative du service Fullfilment by Cdiscount de +6,3 points ce semestre, et le dynamisme des revenus BtoC.

Au cours du S2 2019, Cdiscount continuera d'accroitre le développement de sa marketplace et son expansion internationale.

⁽¹⁾ Donnée publiée par la filiale. Les variations organiques incluent les ventes et services en corners mais excluent les ventes réalisées avec les clients des hypermarchés et supermarchés du groupe Casino.
⁽²⁾ Dernières études Médiamétrie (Avril et Mai 2019)

LATAM RETAIL

en millions d'euros	S1 2018	S1 2019
Chiffre d'affaires HT	7 601	7 908
EBITDA hors crédits fiscaux	372	366
Marge d'EBITDA hors crédits fiscaux	4,9%	4,6%
Résultat opérationnel courant hors crédits fiscaux	224	214
Marge opérationnelle courante hors crédits fiscaux	2,9%	2,7%
Résultat opérationel courant	324	214

Via Varejo a été cédé le 14 juin 2019 par GPA pour un prix total de cession de 615 millions d'euros. Le Groupe a lancé, le 27 juin 2019, un projet de simplification de sa structure en Amérique Latine incluant le regroupement de l'ensemble de ses activités dans la région sous GPA et la migration des actions GPA vers le Novo Mercado. Après examen par un comité d'administrateurs indépendants, le conseil d'administration de GPA a approuvé le 24 juillet 2019 une OPA sur Exito au prix de 18 000 COP. Le dépôt par GPA de son offre interviendra après l'approbation par Exito des accords conférant à Casino un contrôle exclusif sur Segisor (holding de contrôle de GPA) et lui permettant d'acheter la participation d'Exito dans Segisor sur la base d'un prix de 109 BRL par action GPA. Le conseil d'administration de Casino a approuvé ce même jour l'offre d'achat à 109 BRL par action, qui a été transmise à Exito pour examen.

Le chiffre d'affaires du segment Latam Retail s'établit à 7 908 millions d'euros au S1 2019, en croissance de +10,1% en organique et de +4,9% en comparable hors essence et calendaire.

Les ventes de **GPA Food au Brésil** sont en croissance de +12,0% en organique et de +5,3% en comparable. Les ventes poursuivent leur bonne tendance de croissance enclenchée depuis plusieurs trimestres, malgré une consommation morose.

- Au sein de Multivarejo, Pao de Açucar est impacté par un fort effet base au T2 2018 lié notamment à la Coupe du monde de football. Les hypermarchés enregistrent des gains de part de marché sur les 12 derniers mois et une bonne tendance sur l'alimentaire. Les ventes non alimentaires ont été impactées au T2 2019 par la forte base de comparaison de l'année précédente. Les Supermarchés Extra sont tirés par la croissance des ventes à deux chiffres des nouveaux concepts Compre Bem et Mercado Extra et la Proximité maintient une bonne performance grâce à sa dynamique commerciale, aux synergies avec les enseignes Extra et Pao de Açucar et au renforcement de sa marque propre. Multivarejo poursuit également le développement du e-commerce et développe ses solutions de livraisons express et click & collect, déjà disponibles à fin juin 2019 dans 94 magasins Pao de Açucar et Extra⁽¹⁾. L'application de fidélité « My Discount » enregistre désormais plus de 9,2 millions de téléchargements⁽¹⁾.
- **Assai** est en croissance de +9,4%⁽¹⁾ en comparable et de +24,5% en organique. L'enseigne représente pour la première fois au T2 2019 plus de 50% des ventes de GPA Food, portée par le succès du modèle commercial et l'expansion

Les ventes d'**Éxito** enregistrent une croissance de +4,7% en organique et de +3,9% en comparable.

Le ROC du segment Latam Retail s'élève à 214 millions d'euros ce semestre contre 324 millions d'euros au S1 2018, impacté par la base élevée de crédits fiscaux au S1 2018. Hors crédits fiscaux, la croissance du ROC par rapport au S1 2018 est de +2,1% en organique.

Commentaires sur les comptes consolidés du Groupe

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Casino sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration qui sont applicables au 30 juin 2019.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting-fr

Les méthodes comptables exposées dans l'annexe aux comptes consolidés ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte des nouvelles normes et interprétations ainsi que de l'application chez Libertad à compter du 1^{er} janvier 2018 de la norme IAS 29 au titre de l'économie hyperinflationniste en Argentine.

Chiffre d'affaires

Le **chiffre d'affaires HT consolidé** du S1 2019 s'élève à 17 841 millions d'euros, contre 17 787 millions d'euros au S1 2018, soit une hausse de +0,3% au total, de +3,5% en organique et de +2,6% en comparable. L'impact du change et de l'hyperinflation est négatif à -2,5%.

L'examen détaillé de l'évolution du chiffre d'affaires a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité de chacun des 3 segments du Groupe.

Résultat opérationnel courant (ROC)

Le **résultat opérationnel courant** s'élève à 347 millions d'euros ce semestre, contre 437 millions d'euros au S1 2018, soit une variation de -20,7% au total et de -12,1% en organique. Hors crédits fiscaux, le ROC est en hausse de +2,9% au total et de +12,9% en organique.

Cette année, les variations de périmètre ont un impact négatif de -5,5% sur le ROC consolidé. Les variations de change et hyperinflation ont un impact négatif sur le ROC consolidé de -3,1%. L'examen détaillé de l'évolution du résultat opérationnel courant a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité de chacun des 3 segments du Groupe.

Résultat opérationnel

Les **autres produits et charges opérationnels** font apparaître une charge nette de -308 millions d'euros au S1 2019 contre -137 millions d'euros au S1 2018.

Les charges exceptionnelles sur les périmètres Amérique Latine et E-commerce diminuent pour atteindre -53 millions d'euros contre -61 millions d'euros au S1 2018.

En France, les autres produits et charges opérationnels représentent une charge de -254 millions d'euros contre -75 millions d'euros au S1 2018, du fait notamment dont :

- Dépréciations d'actifs : -99 millions d'euros au S1 2019 contre -1 million d'euros au S1 2018. Elles sont majoritairement liées au plan de cession.
- Coûts de restructuration hors plan Rocade de -28 millions d'euros au S1 2019 contre -49 millions d'euros au S1 2018.
- Coûts nets liés au plan Rocade de -67 millions d'euros.

Résultat financier et Résultat avant impôt

Le **Résultat financier** de la période fait apparaître une charge nette de -166 millions d'euros (contre une charge nette de -249 millions d'euros au S1 2018) qui est composée :

- Du coût de l'endettement financier net de -159 millions d'euros (contre -155 millions d'euros au \$1 2018)
- Des autres produits et charges financiers pour une charge nette de -7 millions d'euros (contre -94 millions au S1 2018).

Le **Résultat avant impôt** s'élève à -127 millions d'euros ce semestre, contre 51 millions d'euros au S1 2018.

Résultat Net Part du Groupe

L'**impôt sur les bénéfices** s'établit à -47 millions d'euros, contre -24 millions d'euros au S1 2018 principalement du fait de la transformation du CICE en charge imposable.

La **quote-part de résultat des entreprises associées et coentreprises** est nulle ce semestre, contre 11 millions d'euros au S1 2018.

La part des intérêts minoritaires dans le résultat net des activités poursuivies s'établit à 52 millions d'euros ce semestre contre 107 millions d'euros au S1 2018. Les intérêts minoritaires normalisés s'élèvent à 76 millions d'euros au S1 2019 contre 133 millions d'euros au S1 2018.

Le **Résultat Net Part du Groupe des activités poursuivies** s'établit à -226 millions d'euros ce semestre contre -68 millions d'euros au S1 2018.

Le **Résultat Net normalisé Part du Groupe** ressort à -16 millions d'euros ce semestre contre 46 millions d'euros au S1 2018, du fait de la baisse du ROC suite à l'effet de la base élevée de crédits fiscaux au S1 2018 et de l'évolution de la charge d'impôt notamment liée à la transformation du CICE en charge imposable.

Situation financière

A fin juin 2019, la **dette financière nette du Groupe** s'élève à 4,7 milliards d'euros contre 3,4 milliards à fin décembre 2018. La dette financière nette au Brésil s'améliore suite à la finalisation de la cession de la participation dans Via Varejo. La **dette financière nette en France**⁽¹⁾ s'établit à 2,9 milliards d'euros à fin juin 2019 contre 2,7 milliards d'euros à fin décembre 2018, sous l'effet du plan de cession.

Cash flow libre France 6 mois, en millions d'euros. Données hors IFRS 16	S1 2019
EBITDA	296
Autres éléments (frais de siège, dividendes des sociétés mises en équivalence)	(73)
Elements exceptionnels (hors plan Rocade)	(76)
Capacité d'autofinancement	146
Variation du BFR	(247)
Impôts	(52)
Flux générés par l'activité (hors Rocade)	(153)
Investissements (Capex bruts)	(199)
Cessions d'actifs (hors plan de cession)	49
Capex nets	(150)
Plan de cession (murs, restauration)	380
Plan Rocade	55
Cash-flow libre $^{(I)}$ + produit net des plans de cession et Rocade	133

⁽¹⁾ Avant dividendes versés aux actionnaires de la société mère et aux porteurs de titres subordonnés TSSDI, et avant frais financiers. Voir la note sur les indicateurs alternatifs de performance en annexe p18

Les cash flow opérationnels France (capacité d'autofinancement – capex bruts) s'améliorent de 46 millions d'euros en lien avec la baisse des coûts et des capex. La trajectoire est en ligne avec la cible de 500 millions d'euros de free cash-flow hors plan de cession et plan Rocade à l'année.

 $^{^{(1)}}$ Périmètre holding du Groupe Casino, incluant notamment les activités françaises et les holdings détenues à 100%

Les **capitaux propres Part du Groupe** s'élèvent à 6 243 millions d'euros, contre 6 731 millions d'euros au 31 décembre 2018.

A fin juin 2019, le Groupe dispose en France⁽¹⁾ d'une liquidité de 4,4 milliards d'euros avec une position de trésorerie brute de 1,7 milliards d'euros et des lignes de crédit confirmées et non tirées de 2,7 milliards d'euros. Les lignes confirmées sont tirables à tout moment (150 M€ étaient tirées au 30 juin 2019). Le tirage d'une fraction des lignes de crédit compense la diminution de l'encours des billets de trésorerie.

 $^{^{(1)}}$ Périmètre holding du Groupe Casino, incluant notamment les activités françaises et les holdings détenues à 100%

Perspectives

Rappel des perspectives financières 2019

(hors IFRS 16)

France

- + 10 % de croissance du ROC de la distribution (hors immobilier)
- Au moins 2,5 milliards d'euros de plan de cession d'ici le T1 2020 et réduction de la dette
- 0,5 Md€ de cash-flow libre⁽¹⁾ hors plan de cessions et plan Rocade

Cdiscount

Forte amélioration de l'EBITDA

GPA

- Assai : +30-40 bp d'amélioration de la marge d'EBITDA
- Multivarejo: +30bp d'amélioration de la marge d'EBITDA

Exito

Amélioration de la marge d'EBITDA

Accélération du plan de désendettement

- Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale 2020 de ne pas verser de dividende en 2020 au titre de l'exercice 2019 et a décidé de ne pas payer d'acompte sur dividende en 2020 au titre de l'exercice 2020.
 - Cela représente une **économie de cash d'environ 500 millions d'euros à fin 2020**⁽²⁾ en tenant compte de l'absence de dividende intérimaire décidé pour l'année 2019.
- Compte tenu des objectifs de cash flow et du plan de cession de 2,5 milliards d'euros dont l'achèvement est prévu d'ici le T1 2020, et de l'absence de dividende, le Groupe cible une dette nette en France inférieure à 1,5 milliard d'euros à fin 2020 et prévoit de la maintenir dans la durée sous ce niveau.
- Le paiement des coupons TSSDI sera maintenu.

⁽¹⁾ Avant frais financiers et dividendes

⁽²⁾ Calculé sur la base des dividendes 2018

Evènements récents

- Le **2 juillet 2019**, le groupe Casino a annoncé avoir finalisé la cession de 3 hypermarchés, 4 supermarchés Casino et 1 Leader Price pour 39 millions d'euros.
- Le **22 juillet 2019**, le groupe Casino et GBH ont annoncé la signature d'une promesse unilatérale d'achat en vue de la cession de la société Vindémia, pour une valeur d'entreprise de 219 millions d'euros.
- Le 24 juillet 2019, le groupe Casino a annoncé avoir conclu de nouvelles promesses unilatérales d'achat dans le cadre de sa stratégie visant à céder des magasins (hypermarchés, supermarchés, Leader Price) structurellement déficitaires. Ces promesses représentent un montant total de 42 millions d'euros et portent sur l'Hypermarché de Marmande, en vue de la cession des murs et du fonds de commerce à un professionnel expérimenté dans le secteur de la grande distribution, qui a pour projet de l'exploiter sous enseigne U; l'Hypermarché d'Onet-le-Château (12), en vue de la cession du fonds de commerce et des murs à un associé Système U et de l'Hypermarché de Béziers, en vue de la cession du fonds de commerce et des murs à un adhérent Leclerc. Ces magasins ont représenté en 2018 un chiffre d'affaires hors taxes d'environ 76 millions d'euros et une perte de Résultat Opérationnel Courant d'environ 2 millions d'euros. Les promesses signées prévoient la poursuite des contrats de travail des collaborateurs de ces magasins, conformément aux règles légales. La réalisation des cessions est attendue fin 2019, sous réserve de la consultation préalable des instances représentatives du personnel et de la réalisation des conditions suspensives usuelles.
- Le Groupe a lancé, le 27 juin 2019, un projet de simplification de sa structure en Amérique Latine incluant le regroupement de l'ensemble de ses activités dans la région sous GPA et la migration des actions GPA vers le Novo Mercado. Après examen par un comité d'administrateurs indépendants, le conseil d'administration de GPA a approuvé le 24 juillet 2019 une OPA sur Exito au prix de 18 000 COP. Le dépôt par GPA de son offre interviendra après l'approbation par Exito des accords conférant à Casino un contrôle exclusif sur Segisor (holding de contrôle de GPA) et lui permettant d'acheter la participation d'Exito dans Segisor sur la base d'un prix de 109 BRL par action GPA. Le conseil d'administration de Casino a approuvé ce même jour l'offre d'achat à 109 BRL par action, qui a été transmise à Exito pour examen.

Annexe: Indicateurs alternatifs de performance

Les définitions des principaux indicateurs non-gaap sont disponibles sur le site du groupe Casino (https://www.groupe-casino.fr/fr/investisseurs/information-reglementee-amf-documents-amf/), notamment le résultat net normalisé qui est repris ci-dessous.

Le résultat net normalisé correspond au Résultat net des activités poursuivies corrigé (i) des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie "Principes Comptables" de l'annexe annuelle aux comptes consolidés, (ii) des effets des éléments financiers non récurrents ainsi que (iii) des produits et charges d'impôts afférents à ces retraitements.

Les éléments financiers non récurrents regroupent les variations de juste valeur des dérivés actions (par exemple les instruments de Total Return Swap et Forward portant sur les titres GPA) et les effets d'actualisation monétaire de passifs fiscaux brésiliens.

Cet agrégat permet de mesurer l'évolution du résultat récurrent des activités.

en millions d'euros	S1 2018	Eléments retraités	S1 2018 normalisé	S1 2019	Eléments retraités	S1 2019 normalisé
Résultat opérationnel courant	437	0	437	347	0	347
Autres charges et produits opérationnels	(137)	137	0	(308)	308	0
Résultat opérationnel	301	137	437	39	308	347
Coût de l'endettement financier net	(155)	0	(155)	(159)	0	(159)
Autres produits et charges financiers ⁽¹⁾	(94)	43	(51)	(7)	(47)	(54)
Charge d'impôt ⁽²⁾	(24)	(39)	(63)	(47)	(27)	(74)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et coentreprises	11	0	11	(0)	0	(0)
Résultat net des activités poursuivies	39	141	180	(174)	234	60
dont intérêts minoritaires ⁽³⁾	107	26	133	52	24	76
dont part du Groupe	(68)	115	46	(226)	210	(16)

⁽¹⁾ Sont retraités des autres produits et charges financiers, principalement les effets d'actualisation monétaire des passifs fiscaux, ainsi que les variations de juste valeur des Total Return Swaps et des Forwards

⁽²⁾ Sont retraités de la charge d'impôt, les effets d'impôt correspondants aux éléments retraités ci-dessus

⁽³⁾ Sont retraités des intérêts ne donnant pas le contrôle les montants associés aux éléments retraités ci-dessus

Annexe 2: Impacts IFRS 16

Impacts P&L et bilanciels de la norme IFRS 16 au S1 2019

Impacts P&L (en millions d'euros) et bilanciels(1) (en milliard d'euros)

	EBITDA	Amortisse ments	ROC	Autres produits et charges opérationn els	Intérêts sur passif de loyer	Résultat avant impôts	Résultat net consolidé ⁽²⁾	Droit utilisation	Passif de loyer	Capitaux propres
France	310	(270)	40	(79)	(52)	(90)	(68)	3,2	3,1	(0,2)
E- commerce (Cdiscount)	12	(11)	2	-	(2)	(1)	(1)	0,2	0,2	0,0
Amérique Latine	141	(93)	48	4	(81)	(25)	(18)	1,7	1,5	(0,2)
Total	463	(374)	90	(75)	(135)	(116)	(87)	5,0	4,8	(0,4)

Compte de résultat Groupe avec impact IFRS 16

En millions d'euros	S1 2018	Impact IFRS 16	S1 2018 Yc IFRS 16	S1 2019	Impact IFRS 16	S1 2019 Yc IFRS 16
Résultat opérationnel courant (ROC)	437	79	517	347	90	437
Autres produits et charges opérationnels	(137)	1	(136)	(308)	(75)	(383)
Résultat Opérationnel	301	80	381	39	14	54
Coût de l'endettement financier net	(155)	4	(151)	(159)	3	(157)
Autres produits et charges financiers	(94)	(116)	(210)	(7)	(134)	(141)
Produit (Charge) d'impôt	(24)	9	(15)	(47)	29	(18)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et coentreprises	11	(0)	11	(0)	(0)	(0)
Résultat net des activités poursuivies Part du Groupe	(68)	(10)	(79)	(226)	(75)	(302)
Résultat net des activités abandonnées Part du Groupe	4	2	6	(6)	(4)	(2)
Résultat net Part du Groupe	(64)	(8)	(72)	(232)	(72)	(304)

 $^{^{(}I)}$ EBITDA = ROC + dotations aux amortissements

Impact au 30 juin 2019
 Impact sur le résultat des activités poursuivies. Ces impacts s'entendent hors Via Varejo

⁽²⁾ Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts afférents à ces retraitements

Annexe 3 : Dispositif de gouvernance dans le contexte des procédures de sauvegarde ouvertes chez les maisons-mères

Le Conseil d'administration réuni le 13 juin 2019, a décidé sur la recommandation du Comité gouvernance et RSE, de mettre en place un dispositif spécifique de gouvernance dans le contexte de l'ouverture des procédures de sauvegarde au niveau des maison-mères.

Le Conseil d'administration a souhaité confier au Comité gouvernance et RSE présidé par l'administratrice référente indépendante, le traitement des questions relatives aux procédures de sauvegarde et en particulier :

- Les échanges d'informations avec Rallye et les autres maisons-mères du Groupe sur l'élaboration, la négociation et la mise en place des plans de sauvegarde des maisons-mères ;
- L'examen de toute délibération du Conseil d'administration en lien avec la mise en œuvre des plans de sauvegarde ou qui pourrait potentiellement être impactée par la mise en sauvegarde des maisonsmères (par exemple la mise en œuvre du plan de cession en cours et sa possible évolution, les éventuelles distributions de dividendes , ou l'examen de conventions avec des parties liées impliquant l'une des sociétés en sauvegarde).

Ce dispositif a pour objectif de s'assurer que les mécanismes de gouvernance en place au sein de Casino sont appropriés et notamment que le Conseil d'administration :

- est en mesure de continuer à favoriser la bonne information de ses membres, prendre des décisions de manière impartiale et objective afin de préserver l'intérêt social de Casino ; et
- est toujours en position d'identifier et d'encadrer les potentiels conflits d'intérêts au sein du Conseil.



ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2019

SOMMAIRE

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	23
CONFIE DE RESOLTAT CONSOLIDE	23
ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	24
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	25
ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	26
ÉTATS DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	.27
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	.28

Etats financiers consolides résumés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

en millions d'euros	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018 retraité ⁽ⁱ⁾
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5 / 6.2	17 841	17 787
Autres revenus	6.2	327	238
Revenus totaux	6.2	18 168	18 024
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(13 749)	(13 508)
Marge des activités courantes		4 419	4 516
Coûts des ventes	6.3	(3 247)	(3 306)
Frais généraux et administratifs	6.3	(735)	(694)
Résultat opérationnel courant	5.1	437	517
Exprimé en % du CA HT		2,4%	2,9%
Autres produits opérationnels	6.5	217	102
Autres charges opérationnelles	6.5	(601)	(238)
Résultat opérationnel		54	381
Exprimé en % du CA HT		0,3%	2,1%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9.3.1	11	23
Coût de l'endettement financier brut	9.3.1	(167)	(174)
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	(157)	(151)
Autres produits financiers	9.3.2	105	51
Autres charges financières	9.3.2	(245)	(261)
Résultat avant impôt		(244)	19
Exprimé en % du CA HT		-1,4%	0,1%
Produit (Charge) d'impôt	7	(18)	(15)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	•	11
Résultat net des activités poursuivies		(262)	16
Exprimé en % du CA HT		-1,5%	0,1%
dont, part du Groupe		(302)	(79)
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		40	94
ACTIVITES ABANDONNEES			
Résultat net des activités abandonnées		13	74
dont, part du Groupe		(2)	6
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		15	68
ENSEMBLE CONSOLIDE			
Résultat net de l'ensemble consolidé		(249)	90
dont, part du Groupe		(304)	(72)
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		55	162

Résultat net par action

en euros Notes	30 juin 2019	30 juin 2018 retraité ⁽ⁱ⁾
Des activités poursuivies, part du Groupe		
de base	(3,15)	(1,11)
■ dilué	(3,15)	(1,11)
De l'ensemble consolidé, part du Groupe		
de base	(3,17)	(1,05)
■ dilué	(3,17)	(1,05)

⁽i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 16 « Contrats de location » et à l'application d'IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes » en Argentine (note 1.3)

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

en millions d'euros	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2019	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2018 retraité ⁽ⁱ⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé	-249	90
Eléments recyclables ultérieurement en résultat	60	(829)
Couvertures de flux de trésorerie (ii)	(36)	18
Écarts de conversion (iii)	83	(839)
Instruments de dette évalués à la juste valeur par OCI	4	3
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises dans les éléments recyclables	(2)	(4)
Effets d'impôt	12	(7)
Eléments non recyclables en résultat	(1)	3
Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par OCI	(2)	(2)
Écarts actuariels	1	8
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises dans les éléments non recyclables	(1)	-
Effets d'impôt	-	(2)
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt	59	(826)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période, net d'impôt	(190)	(736)
Dont part du Groupe	(302)	(461)
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	112	(275)

 ⁽i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 16 « Contrats de location » et à l'application d'IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes » en Argentine (note 1.3)

⁽ii) La variation de la réserve de coût de couverture sur le premier semestre 2019 et sur le premier semestre 2018 n'est pas significative

⁽iii) La variation positive du 1^{er} semestre 2019 de 83 millions d'euros résulte principalement de l'appréciation de la monnaie brésilienne pour 112 millions d'euros compensée par la dépréciation de la monnaie uruguayenne pour -37 millions d'euros. La variation négative du 1^{er} semestre 2018 de 839 millions d'euros résultait de la dépréciation de la monnaie brésilienne à hauteur de -815 millions d'euros

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIFS	Notes	30 juin 2019	31 décembre	1 ^{er} janvier
en millions d'euros	Notes	30 julii 2013	2018 retraité (i)	2018 retraité (i)
Goodwill	8	8 734	8 682	9 092
Immobilisations incorporelles	8	2 192	2 114	2 136
Immobilisations corporelles	8	5 527	5 848	7 329
Immeubles de placement	8	508	497	494
Actifs au titre de droits d'utilisation	8 / 1.3	4 982	4 811	4 529
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	3.3.1	514	500	563
Autres actifs non courants		1 386	1 263	1 191
Actifs d'impôts différés		671	652	606
Actifs non courants		24 514	24 368	25 938
Stocks		3 922	3 842	3 814
Créances clients		902	905	888
Autres actifs courants		1 532	1 424	1 263
Créances d'impôts courants		124	165	138
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1	3 195	3 730	3 391
Actifs détenus en vue de la vente	3.2	1 330	8 347	7 545
Actifs courants		11 005	18 414	17 040
TOTAL ACTIFS	_	35 519	42 781	42 978

PASSIFS	Natas	20 inin 2040	31 décembre	1 ^{er} janvier
en millions d'euros	Notes	30 juin 2019	2018 retraité (i)	2018 retraité (i)
Capital social	10.1	166	168	170
Primes, titres auto-détenus, autres réserves et résultats		5 825	6 385	7 255
Capitaux propres part du Groupe		5 991	6 553	7 425
Intérêts ne donnant pas le contrôle		4 531	5 211	5 379
Capitaux propres		10 522	11 763	12 803
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes		367	366	358
Autres provisions non courantes	11.1	477	480	512
Passifs financiers non courants	9.2	6 302	6 782	7 202
Passifs de loyers non courants	1.3	4 074	3 771	3 529
Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		63	63	28
Autres dettes non courantes		235	465	478
Passifs d'impôts différés		513	667	740
Passifs non courants		12 032	12 594	12 848
Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes		11	11	11
Autres provisions courantes	11.1	170	151	160
Dettes fournisseurs		5 806	6 668	6 644
Passifs financiers courants	9.2	2 924	2 199	1 475
Passifs de loyers courants	1.3	692	666	634
Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		118	126	143
Dettes d'impôts exigibles		105	124	88
Autres dettes courantes		2 812	2 613	2 483
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	3.2	327	5 868	5 689
Passifs courants		12 965	18 424	17 328
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		35 519	42 781	42 978

⁽i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (note 1.3). Les comptes au 31 décembre 2018 ont également été retraités suite à l'allocation du prix d'acquisition à la juste valeur des actifs et des passifs acquis de Sarenza (note 1.3)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

en millions d'euros	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018 retraité ⁽ⁱ⁾
Résultat avant impôt des activités poursuivies		(244)	19
Résultat avant impôt des activités abandonnées		65	125
Résultat avant impôt de l'ensemble consolidé	C 4	(179)	144
Dotations aux amortissements Dotations aux provisions et dépréciations	6.4 4.1	690 131	684 (6)
Pertes / (gains) liés aux variations de juste valeur	9.3.2	(36)	43
Charges / (produits) calculés liés aux stocks options et assimilés	9.3.2	(36)	13
Autres charges / (produits) calculés		(18)	(23)
Résultats sur cessions d'actifs	4.4	(14)	(4)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec prise / perte de	7.7	` '	, ,
contrôle		61	(1)
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	24	27
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	157	151
Intérêts financiers nets au titre des contrats de location	9.3.2	133	115
Coût de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	36	38
Résultats de cession des activités abandonnées		(38)	-
Retraitements liés aux activités abandonnées	3.2	78	90
Capacité d'Autofinancement (CAF)		1 031	1 271
Impôts versés	4.0	(119)	(107)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)	4.2	(1 234)	(848)
Impôts versés et variation du BFR liés aux activités abandonnées	3.2	(623)	(402)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité Dont activités poursuivies		(945) <i>(426)</i>	(87) 101
		(420)	101
Décaissements liés aux acquisitions :	4.0	(546)	(500)
 d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement d'actifs financiers 	4.3	(516)	(528)
Encaissements liés aux cessions :		(27)	(22)
	4.4	414	223
 d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement d'actifs financiers 	4.4	59	223
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	4.5	129	(74)
Incidence des variations de périmètre en lien avec des entreprises associées et des	4.5		` ,
coentreprises		(16)	(4)
Variation des prêts et avances consentis		16	3
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	3.2	464	(58)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		524	(440)
Dont activités poursuivies		60	(381)
Dividendes versés :		60	(381)
•	10.4	(169)	(168)
Dividendes versés :	10.4		
Dividendes versés : • aux actionnaires de la société mère	10.4	(169)	(168)
Dividendes versés : aux actionnaires de la société mère aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(169) (62)	(168) (36)
Dividendes versés : aux actionnaires de la société mère aux intérêts ne donnant pas le contrôle aux porteurs de TSSDI		(169) (62)	(168) (36)
Dividendes versés : aux actionnaires de la société mère aux intérêts ne donnant pas le contrôle aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère	10.4	(169) (62) (42)	(168) (36) (42)
Dividendes versés : aux actionnaires de la société mère aux intérêts ne donnant pas le contrôle aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle	10.4	(169) (62) (42) - (32)	(168) (36) (42)
Dividendes versés : • aux actionnaires de la société mère • aux intérêts ne donnant pas le contrôle • aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus	10.4	(169) (62) (42) - (32) (58) 556 (225)	(168) (36) (42) - 44 (143)
Dividendes versés : • aux actionnaires de la société mère • aux intérêts ne donnant pas le contrôle • aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus Augmentation emprunts et dettes financières	10.4 4.6 4.7 4.7	(169) (62) (42) - (32) (58) 556 (225) (368)	(168) (36) (42) - 44 (143) 1 739 (236) (343)
Dividendes versés : • aux actionnaires de la société mère • aux intérêts ne donnant pas le contrôle • aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus Augmentation emprunts et dettes financières Diminution emprunts et dettes financières Remboursement des passifs de loyers Intérêts financiers nets versés	10.4 4.6 4.7 4.7	(169) (62) (42) (32) (58) 556 (225) (368) (387)	(168) (36) (42) - 44 (143) 1 739 (236) (343) (401)
Dividendes versés : • aux actionnaires de la société mère • aux intérêts ne donnant pas le contrôle • aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus Augmentation emprunts et dettes financières Diminution emprunts et dettes financières Remboursement des passifs de loyers Intérêts financiers nets versés Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	10.4 4.6 4.7 4.7	(169) (62) (42) - (32) (58) 556 (225) (368) (387) (242)	(168) (36) (42) - 44 (143) 1 739 (236) (343) (401) (386)
Dividendes versés : aux actionnaires de la société mère aux intérêts ne donnant pas le contrôle aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus Augmentation emprunts et dettes financières Diminution emprunts et dettes financières Remboursement des passifs de loyers Intérêts financiers nets versés Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	10.4 4.6 4.7 4.7	(169) (62) (42) - (32) (58) 556 (225) (368) (387) (242)	(168) (36) (42) - 44 (143) 1 739 (236) (343) (401) (386)
Dividendes versés : aux actionnaires de la société mère aux intérêts ne donnant pas le contrôle aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus Augmentation emprunts et dettes financières Diminution emprunts et dettes financières Remboursement des passifs de loyers Intérêts financiers nets versés Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement Dont activités poursuivies	10.4 4.6 4.7 4.7	(169) (62) (42) - (32) (58) 556 (225) (368) (387) (242) (1 028) (786)	(168) (36) (42) - 44 (143) 1 739 (236) (343) (401) (386) 27 413
Dividendes versés : aux actionnaires de la société mère aux intérêts ne donnant pas le contrôle aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus Augmentation emprunts et dettes financières Diminution emprunts et dettes financières Remboursement des passifs de loyers Intérêts financiers nets versés Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	10.4 4.6 4.7 4.7	(169) (62) (42) (32) (58) 556 (225) (368) (387) (242) (1 028) (786)	(168) (36) (42) - 44 (143) 1 739 (236) (343) (401) (386) 27 413 (152)
Dividendes versés : • aux actionnaires de la société mère • aux intérêts ne donnant pas le contrôle • aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus Augmentation emprunts et dettes financières Diminution emprunts et dettes financières Remboursement des passifs de loyers Intérêts financiers nets versés Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement Dont activités poursuivies Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités abandonnées	10.4 4.6 4.7 4.7	(169) (62) (42) (32) (58) 556 (225) (368) (387) (242) (1 028) (786) 47	(168) (36) (42) - 44 (143) 1 739 (236) (343) (401) (386) 27 413 (152) (54)
Dividendes versés : aux actionnaires de la société mère aux intérêts ne donnant pas le contrôle aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus Augmentation emprunts et dettes financières Diminution emprunts et dettes financières Remboursement des passifs de loyers Intérêts financiers nets versés Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement Dont activités poursuivies Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités abandonnées Variation de trésorerie	10.4 4.6 4.7 4.7	(169) (62) (42) (32) (58) 556 (225) (368) (387) (242) (1 028) (786) 47 19 (1 383)	(168) (36) (42) - 44 (143) 1 739 (236) (343) (401) (386) 27 413 (152) (54)
Dividendes versés : • aux actionnaires de la société mère • aux intérêts ne donnant pas le contrôle • aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus Augmentation emprunts et dettes financières Diminution emprunts et dettes financières Remboursement des passifs de loyers Intérêts financiers nets versés Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement Dont activités poursuivies Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités poursuivies Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités abandonnées Variation de trésorerie Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture	10.4 4.6 4.7 4.7	(169) (62) (42) (32) (58) 556 (225) (368) (387) (242) (1 028) (786) 47	(168) (36) (42) - 44 (143) 1 739 (236) (343) (401) (386) 27 413 (152) (54)
Dividendes versés : • aux actionnaires de la société mère • aux intérêts ne donnant pas le contrôle • aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus Augmentation emprunts et dettes financières Diminution emprunts et dettes financières Remboursement des passifs de loyers Intérêts financiers nets versés Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement Dont activités poursuivies Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités poursuivies Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités abandonnées Variation de trésorerie Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture	10.4 4.6 4.7 4.7 4.8 3.2	(169) (62) (42) (32) (58) 556 (225) (368) (387) (242) (1 028) (786) 47 19 (1 383) 4 514 3 592 922	(168) (36) (42) 44 (143) 1 739 (236) (343) (401) (386) 27 413 (152) (54) (705) 4 137 3 236 901
Dividendes versés : • aux actionnaires de la société mère • aux intérêts ne donnant pas le contrôle • aux porteurs de TSSDI Augmentation et diminution de capital de la société mère Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus Augmentation emprunts et dettes financières Diminution emprunts et dettes financières Remboursement des passifs de loyers Intérêts financiers nets versés Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement Dont activités poursuivies Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités poursuivies Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités abandonnées Variation de trésorerie Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture • Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités poursuivies	10.4 4.6 4.7 4.7 4.8 3.2	(169) (62) (42) (32) (58) 556 (225) (368) (387) (242) (1 028) (786) 47 19 (1 383) 4 514 3 592	(168) (36) (42) 44 (143) 1 739 (236) (343) (401) (386) 27 413 (152) (54) (705) 4 137 3 236

⁽i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 16 « Contrats de location » et à l'application d'IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes » en Argentine (note 1.3)

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(avant affectation du résultat)	Capital	liees au capital ⁽ⁱ⁾	détenus	ISSDI	resultats consolidés	réserves (ii)	Part du Groupe ⁽ⁱⁱⁱ⁾	le contrôle	propres Totaux
Au 1 ^{er} janvier 2018 publié	170	3 992	(5)	1 350	4 177	(2 114)	7 570	5 493	13 063
Incidences IFRS 16 (note 1.3)	-	-	-	-	(145)		(145)	(114)	(259)
Au 1 ^{er} janvier 2018 retraité (*)	170	3 992	(5)	1 350	4 031	(2 114)	7 425	5 379	12 803
Autres éléments du résultat global au titre de la période retraité (*)	-	-	-	-	-	(389)	(389)	(437)	(826)
Résultat de la période retraité (*)	-	-	-	-	(72)	-	(72)	162	90
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période retraité (*)	-	-	-	-	(72)	(389)	(461)	(275)	(736)
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto-détenus	(1)	(32)	(84)		(21)	-	(138)	-	(138)
Dividendes versés / à verser aux porteurs d'actions (v)	-	-	-	-	(168)	-	(168)	(33)	(201)
Dividendes versés / à verser aux porteurs de TSSDI (v)	-	-	-	-	(42)	-	(42)	-	(42)
Paiements en actions	-	-	-	-	5	-	5	7	12
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (vi)	-	-	-	-	(18)	-	(18)	39	21
Autres mouvements	-	-	-	-	(5)	-	(5)	(4)	(8)
Au 30 juin 2018 retraité (*)	169	3 960	(89)	1 350	3 709	(2 503)	6 597	5 114	11 710
En millions d'euros		Réserves	Titres auto-		Réserves et	Autres	Capitaux propres	Intérêts ne	Capitaux
(avant affectation du résultat)	Capital	liées au capital ⁽ⁱ⁾	détenus	TSSDI	résultats consolidés	réserves (ii)	Part du Groupe (iii)	donnant pas le contrôle	propres Totaux
Au 31 décembre 2018 publié	168	3 939	(33)	1 350	3 759	(2 452)	6 731	5 288	12 019
Incidences IFRS 16 (note 1.3)	-	-	- (00)		(184)	5	(178)	(77)	(255)
Au 31 décembre 2018 retraité (*)	168	3 939	(33)	1 350	3 575	(2 447)	6 553	5 211	11 763
Incidences IFRIC 23 (note 1.1)	-	-	- (00)	- 1000	(7)	(= +++)	(7)		(7)
Au 1 ^{er} janvier 2019	168	3 939	(33)	1 350	3 568	(2 447)	6 545	5 211	11 756
Autres éléments du résultat global au titre de la période	-		(00)	1 000		2	2	57	59
Résultat de la période	_	_		_	(304)	-	(304)	55	(249)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période		-	_	_	(304)	2	(303)	112	(190)
Opérations sur capital	_				-	<u>-</u>	(555)		(100)
Opérations sur titres auto-détenus (iv)	(2)	(38)	(12)	_	(5)	_	(58)	_	(58)
Dividendes versés / à verser aux porteurs d'actions (v)	(2)	(50)	(12)	_	(169)	_	(169)	(67)	(237)
Dividendes versés / à verser aux porteurs de TSSDI (v)	_	_	-	_	(39)	_	(39)	(0.)	(39)
Paiements en actions	_	-	_	_	2	_	2	9	12
, m		_	-	_	3	_	3	(749)	(747
variation des parts d'interets liees à la prise / perte de controle des tillales								` :	-
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales (vii) Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (vi)	- -	_	-	-	(8)	_	(8)	4	14
Variation des parts d'intérêts liees à la prise / perte de contrôle des filiales (vi) Autres mouvements	- - -	- -	-	-	(8) 17	-	(8) 17	4 12	(4) 29

Réserves

liées au

Capital

Titres auto-

Réserves et

résultats

TSSDI

- (i) Réserves liées au capital = primes d'émissions, prime d'apport, primes de fusions, réserves légales
- ii) Voir note 10.2

En millions d'euros

- (iii) Attribuable aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon
- (iv) Voir note 10.1 pour les opérations sur titres auto-détenus
- Voir note 10.4 pour les dividendes versés et à verser aux porteurs d'actions et TSSDI. Les dividendes versés et à verser aux intérêts ne donnant pas le contrôle au cours du 1^{er} semestre 2019 concernent principalement GPA et Éxito à hauteur respectivement de 24 et 21 millions d'euros (1^{er} semestre 2018 : Éxito et GPA pour respectivement 18 et 12 millions d'euros)
- (vi) L'incidence négative de -6 millions d'euros correspond essentiellement au rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle de la filiale de Mayotte de Vindémia compensée par la prise de contrôle de magasins chez Franprix Leader Price décrite en note 3.1. Sur le premier semestre 2018, l'incidence positive de 21 millions d'euros correspondait essentiellement à (a) la contribution complémentaire de 36 millions d'euros versée par l'investisseur Fondo Inmobiliario Colombia dans la foncière Viva Malls créée par Éxito en 2016 et (b) à la cession des parcs de magasins chez Franprix Leader Price et Distribution Casino France pour respectivement -7 et -4 millions d'euros
- (vii) L'incidence négative de -747 millions d'euros correspond essentiellement à la perte de contrôle de Via Varejo (note 2)

Intérêts ne

donnant pas

Autres Capitaux propres

Capitaux

propres

ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS

SOMMAIRE DETAILLE DES NOTES ANNEXES

NOTE	E 1	PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX 2	9
1.1	REFER	ENTIEL 2	9
1.2		DE PREPARATION ET DE PRESENTATION DES COMPTE	
		2 2 2 2 3	
1.3	CHANG	GEMENTS DE METHODES COMPTABLES 3	1
NOTE	2	FAITS MARQUANTS 3	5
NOTE	E 3	PERIMETRE DE CONSOLIDATION 3	7
3.1	OPERA	ATIONS DE PERIMETRE	7
3.2	ACTIFS	S DETENUS EN VUE DE LA VENTE	7
3.3		CIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES ET LE	
COEN	TREPRIS	SES 3	8
_		COMPLEMENT D'INFORMATION SUR LE DE FLUX DE TRESORERIE3	9
4.1	RECON	NCILIATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS	9
4.2		NCILIATION DE LA VARIATION DU BFR AVEC LES POSTE	
DU BIL	AN	4	0
4.3		NCILIATION DES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS 4	
4.4		NCILIATION DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS 4	
4.5		NCE SUR LA TRESORERIE DES VARIATIONS DI VEC CHANGEMENT DE CONTROLE	
4.6		NCE SUR LA TRESORERIE DES TRANSACTIONS AVE	
		S NE DONNANT PAS LE CONTROLE 4	
4.7		NCILIATION ENTRE LA VARIATION DE TRESORERIE ET L	
VARIA	TION DE	DETTE FINANCIERE NETTE 4	1
4.8	RECON	NCILIATION DES INTERETS FINANCIERS VERSES 4	1
NOTE	5	INFORMATION SECTORIELLE 4	2
5.1	INDICA	TEURS CLES PAR SECTEUR OPERATIONNEL 4	2
5.2	INDICA	TEURS CLES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE 4	2
NOTE	E 6	DONNEES LIEES A L'ACTIVITE 4	3
6.1	SAISO	NNALITE DE L'ACTIVITE4	3
6.2	VENTIL	ATION DES REVENUS TOTAUX4	3
6.3	NATUR	RE DE CHARGES PAR FONCTION 4	3
6.4		FISSEMENTS4	
6.5	AUTRE	S PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS 4	4
NOTE	₹7	IMPOTS 4	5
NOTE	8	GOODWILL, IMMOBILISATIONS	
INCO	RPOR	ELLES, CORPORELLES, IMMEUBLES DE	
		T ET ACTIFS AU TITRE DE DROITS	
D'UT	ILISAT	ION 4	6
NOTE	E 9	STRUCTURE FINANCIERE ET COUTS	
_	-	S4	6
9.1		RERIE NETTE 4	
9.2		JNTS ET DETTES FINANCIERES 4	
9.3		TAT FINANCIER	
9.4 9.5		VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS 4 E DE LIQUIDITE 5	
ອ.ວ	NISQUI	E DE LIQUIDITE5	U
NOTE	E 10	CAPITAUX PROPRES 5	2
		NTS SUR CAPITAL SOCIAL, SUR ACTIONS PROPRES E	
		OSITION DES AUTRES RESERVES	
		ETS NE DONNANT PAS LE CONTROLE SIGNIFICATIFS 5	
10.4	DISTRI	BUTION DE DIVIDENDES5	4

NOIL	11 AUTRES PROVISIONS	5
	DECOMPOSITION ET VARIATIONS	
	DETAIL DES PROVISIONS POUR LITIGES DE GPA	
11.3 F	PASSIFS ET ACTIFS EVENTUELS	5
NOTE	12 PARTIES LIEES	5

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Casino, Guichard-Perrachon est une société anonyme de droit français, cotée sur Euronext Paris, compartiment A. La Société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Casino ». Le siège social de la Société est situé 1, Cours Antoine Guichard, 42008 Saint-Etienne.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2019 reflètent la situation comptable de la Société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Le Groupe a été informé par son actionnaire de référence, Rallye, de l'ouverture de procédures de sauvegarde concernant respectivement Rallye et ses filiales Cobivia et HMB, ainsi que les sociétés Foncière Euris, Finatis et Euris tel qu'annoncé le 23 mai 2019 par ces sociétés. Elles ne concernent pas le groupe Casino, ni ses activités, ni ses collaborateurs et n'ont aucune incidence sur la poursuite de son plan stratégique en cours d'exécution (note 2).

En date du 24 juillet 2019, le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Casino, Guichard-Perrachon pour le semestre se terminant le 30 juin 2019.

Note 1 Principes comptables généraux

1.1 Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Casino sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration qui sont applicables au 30 juin 2019.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting fr

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Ils ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2018, qui sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet www.groupe-casino.fr.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2019 sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice 2018 à l'exception des changements comptables liés aux nouveaux textes suivants applicables à partir du 1^{er} janvier 2019 :

- IFRS 16 Contrats de location
- Interprétation IFRIC 23 Comptabilisation des positions fiscales incertaines en matière d'impôt sur les sociétés
- Amendements à IFRS 9 Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative
- Amendements à IAS 19 Modification, réduction ou liquidation d'un régime
- Amendements à IAS 28 Intérêts à long terme dans les entreprises associées et coentreprises
- Améliorations annuelles des normes IFRS Cycle 2015-2017

Les incidences liées à l'application de la norme IFRS 16 sont détaillées dans la note 1.3. L'adoption des autres nouvelles normes n'a pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

1.2 Bases de préparation et de présentation des comptes consolidés

1.2.1 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe. Les montants indiqués dans les états financiers consolidés sont arrondis au million le plus proche et comprennent des données individuellement arrondies. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

1.2.2 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les jugements et estimations et les hypothèses élaborés sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur :

- le classement et l'évaluation d'actifs du segment France Retail selon IFRS 5 (note 3.2);
- les évaluations des actifs non courants et goodwill (note 8);
- les hypothèses utilisées pour l'évaluation des impôts différés actifs (note 7);
- la reconnaissance, la présentation et l'évaluation de la valeur recouvrable des crédits d'impôt ou de taxes (principalement ICMS, PIS et COFINS au Brésil) (notes 5.1 et 11);
- les modalités d'application de la norme IFRS 16 dont notamment la détermination des taux d'actualisation et de la durée de location à retenir pour l'évaluation du passif de loyer de contrats disposant d'options de renouvellement ou de résiliation (note 1.3);
- ainsi que les provisions pour risques (note 11), notamment fiscaux et sociaux au Brésil.

1.3 Changements de méthodes comptables

1.3.1 Impacts sur les états financiers consolidés

Les tableaux ci-dessous présentent les incidences sur le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global, l'état de la situation financière consolidée et l'état des flux de trésorerie consolidés précédemment publiés, résultant de :

- l'application rétrospective de la norme IFRS 16 Contrats de location (note 1.3.2);
- l'application rétrospective limitée au 1^{er} janvier 2018 (rattrapage cumulatif sans retraitement des périodes antérieures) de la norme IAS 29 *Information financière dans les économies hyperinflationnistes* en Argentine. Cette norme requiert que les bilans et les résultats nets des filiales concernées soient (i) retraités par application d'un indice général de prix de sorte qu'ils soient exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la clôture, et (ii) convertis en euros au cours de change en vigueur à la clôture.
 - Les incidences relatives à IAS 29 concernent uniquement les données précédemment publiées au titre de la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, le Groupe ayant appliqué IAS 29 à partir du second semestre 2018 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2018 ;
- l'allocation du prix d'acquisition de la prise de contrôle de Sarenza réalisée en 2018 conduisant essentiellement à la reconnaissance de la marque Sarenza.

Impacts sur les principaux agrégats du compte de résultat consolidé

en millions d'euros	30 juin 2018 publié	Retraitements IFRS 16	Retraitements IAS 29	30 juin 2018 retraité
Chiffre d'affaires, hors taxes	17 816	-	(29)	17 787
Autres revenus	241	-	(3)	238
Revenus totaux	18 057	-	(32)	18 024
Coût d'achat complet des marchandises vendues	(13 541)	12	20	(13 508)
Coûts des ventes	(3 381)	67	8	(3 306)
Frais généraux et administratifs	(695)	-	1	(694)
Résultat opérationnel courant	439	79	(2)	517
Résultat opérationnel	303	80	(2)	381
Coût de l'endettement financier net	(158)	4	3	(151)
Autres produits et charges financiers	(91)	(116)	(2)	(210)
Résultat avant impôt	53	(32)	(2)	19
Produit (charge) d'impôt	(23)	9	-	(15)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	11	-	-	11
Résultat net des activités poursuivies	42	(23)	(2)	16
Dont part du Groupe	(67)	(10)	(1)	(79)
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	108	(13)	(1)	94
Résultat net des activités abandonnées	48	26 ⁽ⁱ⁾	-	74
Dont part du Groupe	4	2	-	6
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	44	24	-	68
Résultat net de l'ensemble consolidé	90	2	(2)	90
Dont part du Groupe	(63)	(8)	(1)	(72)
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	153	11	(1)	162

⁽i) Le montant positif reflète l'arrêt des amortissements des droits au bail relatifs à Via Varejo en liaison avec son classement selon IFRS 5

Impacts sur les principaux agrégats de l'état du résultat global consolidé

en millions d'euros	30 juin 2018 publié	Retraitements IFRS 16	Retraitements IAS 29	30 juin 2018 retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé	90	2	(2)	90
Eléments recyclables ultérieurement en résultat	(843)	14	-	(829)
Dont écarts de conversion	(853)	14	-	(839)
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat	3	-	-	3
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de l'exercice, net d'impôt	(750)	17	(3)	(736)
Dont part du Groupe	(456)	(4)	(2)	(461)
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	(294)	21	(1)	(275)

Impacts sur les principaux agrégats de l'état des flux de trésorerie consolidés

en millions d'euros	30 juin 2018 publié	Retraitements IFRS 16	Retraitements IAS 29	30 juin 2018 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(623)	541	(4)	(87)
Dont résultat avant impôt de l'ensemble consolidé	128	18	(2)	144
Dont autres éléments de la CAF	626	506	(4)	1 127
Dont variation du BFR et impôts versés	(1 377)	17	3	(1 358)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(440)	-	1	(440)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	561	(541)	7	27
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(202)	-	(3)	(206)
Variation de la trésorerie nette	(705)	-	-	(705)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture	4 137	-	-	4 137
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture	3 432	-	-	3 432

Impacts sur les principaux agrégats de l'état de la situation financière consolidée

Incidences de la première application de la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2018

Goodwill	en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2018 publié ⁽ⁱ⁾	Retraitements IFRS 16	1 ^{er} janvier 2018 retraité
Actifs au titre de droits d'utilisation 4529 4529 As 529 Participations dans les entreprises associées et les coentreprises 563 - 565	Goodwill	•	-	9 092
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises 563 - 565 Autres actifs non courants 1 199 (9) 1 199 Actif s'impôts différés 523 83 600 Actifs non courants 22 110 3 829 25 936 Stocks 3 815 (1) 3 814 Créances clients 888 - 88 Autres actifs courants 1 282 (18) 1 262 Créances d'impôts courants 1 38 - 1 381 Trésorreire et équivalents de trésoreire 3 391 - 3 391 Actifs détenus en vue de la vente 6 551 995 7 545 Actifs courants 16 064 976 17 04 Total actifs 38 174 4 805 42 976 Capitaux propres part du Groupe 7 570 (145) 7 42 Intérêts ne donnant pas le contrôle 5 493 (114) 5 37 Autres provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes 5 14 (2) 551 Passifs inanciers non courantes	Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	10 732	(774)	9 958
Autres actifs non courants	Actifs au titre de droits d'utilisation	-	4 529	4 529
Actifs d'impôts différés 523 83 606 Actifs no courants 22 110 3 829 25 936 Stocks 3815 (1) 3 814 Créances clients 888 - 888 Autres actifs courants 1 282 (18) 1 262 Créances d'impôts courants 1 38 - 388 Arissorrie et équivalents de trésorerie 3 391 - 3 391 Actifs détenus en vue de la vente 6 551 995 7 545 Actifs détenus en vue de la vente 6 551 995 7 545 Actifs courants 16 064 976 17 04 Total actifs 38 174 4 805 42 976 Capitaux propres part du Groupe 7 570 (145) 7 425 Intérêts ne donnant pas le contrôle 5 493 (114) 5 375 Capitaux propres 13 063 (259) 12 803 Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes 514 (2) 512 Passiffs de loyers non courants 7 249 (47) </td <td>Participations dans les entreprises associées et les coentreprises</td> <td>563</td> <td>-</td> <td>563</td>	Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	563	-	563
Actifs d'impôts différés 523 83 606 Actifs no courants 22 110 3 829 25 936 Stocks 3815 (1) 3 814 Créances clients 888 - 888 Autres actifs courants 1 282 (18) 1 262 Créances d'impôts courants 1 38 - 388 Arissorrie et équivalents de trésorerie 3 391 - 3 391 Actifs détenus en vue de la vente 6 551 995 7 545 Actifs détenus en vue de la vente 6 551 995 7 545 Actifs courants 16 064 976 17 04 Total actifs 38 174 4 805 42 976 Capitaux propres part du Groupe 7 570 (145) 7 425 Intérêts ne donnant pas le contrôle 5 493 (114) 5 375 Capitaux propres 13 063 (259) 12 803 Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes 514 (2) 512 Passiffs de loyers non courants 7 249 (47) </td <td>Autres actifs non courants</td> <td>1 199</td> <td>(9)</td> <td>1 191</td>	Autres actifs non courants	1 199	(9)	1 191
Stocks	Actifs d'impôts différés	523		606
Créances clients 888 - 888 Autres actifs courants 1 282 (18) 1 262 Créances d'impôts courants 1 38 - 1 38 Trésorerie et équivalents de trésorerie 3 391 - 3 391 Actifs détenus en vue de la vente 6 551 995 7 545 Actifs courants 16 064 976 17 04 Total actifs 38 174 4 805 42 976 Capitaux propres part du Groupe 7 570 (145) 7 425 Intérêts ne donnant pas le contrôle 5 493 (114) 5 375 Capitaux propres 13 063 (259) 12 803 Provisions pour retraites et enpagements assimilés non courantes 358 - 355 Autres provisions non courantes 514 (2) 512 Passifs financiers non courants 7 249 (47) 7 202 Passifs de loyers non courantes 2 52 3 529 3 529 Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 28 - 26 <t< td=""><td>Actifs non courants</td><td>22 110</td><td>3 829</td><td>25 938</td></t<>	Actifs non courants	22 110	3 829	25 938
Créances clients 888 - 888 Autres actifs courants 1 282 (18) 1 262 Créances d'impôts courants 1 33 - 1 33 Trésorerie et équivalents de trésorerie 3 391 - 3 391 Actifs détenus en vue de la vente 6 551 995 7 544 Actifs courants 16 064 976 17 040 Total actifs 38 174 4 805 42 976 Total actifs 38 174 4 805 42 976 Capitaux propres part du Groupe 7 570 (145) 7 425 Intérêts ne donnant pas le contrôle 5 493 (111) 5 375 Capitaux propres 13 063 (259) 12 803 Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes 358 - 358 Autres provisions non courants 7 249 (47) 7 202 Passifs financiers non courants 7 249 (47) 7 202 Passifs de loyers non courantes 486 (8) 476 Passifs d'impôts différés 725	Stocks	3 815	(1)	3 814
Créances d'impôts courants 138 - 138 Trésorerie et équivalents de trésorerie 3 391 - 3 391 Actifs détenus en vue de la vente 6 551 995 7 546 Actifs courants 16 064 976 17 040 Total actifs 38 174 4 805 42 976 Capitaux propres part du Groupe 7 570 (145) 7 425 Intérêts ne donnant pale contrôle 5 493 (114) 5 375 Capitaux propres 13 063 (259) 12 803 Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes 358 - 358 Autres provisions non courantes 514 (2) 512 Passifs financiers non courantes 7 249 (47) 7 202 Passifs de loyers non courantes - 3 529 3 529 Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 486 (8) 476 Passifs d'impôts différés 725 16 740 Passifs of impôts différés 725 16 740	Créances clients	888	-	888
Trésorerie et équivalents de trésorerie 3 391 - 3 391 Actifs détenus en vue de la vente 6 551 995 7 542 Actifs courants 16 064 976 17 042 Total actifs 38 174 4 805 42 976 Capitaux propres part du Groupe 7 570 (145) 7 425 Intérêts ne donnant pas le contrôle 5 493 (114) 5 375 Capitaux propres 13 063 (259) 12 803 Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes 358 - 355 Autres provisions non courantes 514 (2) 512 Passifs financiers non courantes 514 (2) 512 Passifs de loyers non courants 7 249 (47) 7 202 Passifs de loyers non courantes 2 5 - 3529 3 529 Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 2 6 486 (8) 477 Autres dettes non courantes 9 360 3 488 12 848 Passifs non courants 9 360 3 488 12 848	Autres actifs courants	1 282	(18)	1 263
Actifs détenus en vue de la vente 6 551 995 7 545 Actifs courants 16 064 976 17 040 Total actifs 38 174 4 805 42 976 Capitaux propres part du Groupe 7 570 (145) 7 425 Intérêts ne donnant pas le contrôle 5 493 (114) 5 375 Capitaux propres 13 063 (259) 12 803 Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes 358 - 355 Autres provisions non courantes 514 (2) 511 Autres provisions non courantes 514 (2) 512 Passifs de loyers non courantes 7 249 (47) 7 200 Passifs de loyers non courantes - 3 529 3 529 Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 486 (8) 476 Passifs indirectes non courantes 486 (8) 476 476 Passifs indirectes non courantes 9 360 3 488 12 84 Passifs inanciers courantes 111 - </td <td>Créances d'impôts courants</td> <td>138</td> <td>-</td> <td>138</td>	Créances d'impôts courants	138	-	138
Actifs courants 16 064 976 17 044 Total actifs 38 174 4 805 42 976 Capitaux propres part du Groupe 7 570 (145) 7 425 Intérêts ne donnant pas le contrôle 5 493 (114) 5 375 Capitaux propres 13 063 (259) 12 803 Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes 358 - 358 Autres provisions non courantes 514 (2) 512 Passifs de loyers non courantes 7 249 (47) 7 202 Passifs de loyers non courantes 2 8 - 28 Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 28 - 28 Autres dettes non courantes 486 (8) 476 Passifs on courantes 9 360 3 488 12 848 Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 162 (2) 160 Dettes fournisseurs 6 664 (20) 6 644 <td>Trésorerie et équivalents de trésorerie</td> <td>3 391</td> <td>-</td> <td>3 391</td>	Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 391	-	3 391
Total actifs 38 174 4 805 42 976 Capitaux propres part du Groupe 7 570 (145) 7 425 Intérêts ne donnant pas le contrôle 5 493 (114) 5 375 Capitaux propres 13 063 (259) 12 803 Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes 358 - 355 Autres provisions non courantes 514 (2) 512 Passifs dianciers non courantes 7 249 (47) 7 202 Passifs de loyers non courants - 3 529 3 528 Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 28 - 28 Autres dettes non courantes 486 (8) 478 Passifs d'impôts différés 725 16 740 Passifs non courants 9 360 3 488 12 84 Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 162 (2) 160 Dettes d'unisseurs 6 664 (20) 6 644	Actifs détenus en vue de la vente	6 551	995	7 545
Capitaux propres part du Groupe 7 570 (145) 7 425 Intérêts ne donnant pas le contrôle 5 493 (114) 5 375 Capitaux propres 13 063 (259) 12 803 Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes 358 - 358 Autres provisions non courantes 514 (2) 512 Passifs financiers non courants 7 249 (47) 7 202 Passifs de loyers non courants - 3 529 3 529 Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 28 - 28 Autres dettes non courantes 486 (8) 478 Passifs d'impôts différés 725 16 740 Passifs non courants 9 360 3 488 12 846 Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 162 (2) 160 Passifs financiers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courant - 634 <t< td=""><td>Actifs courants</td><td>16 064</td><td>976</td><td>17 040</td></t<>	Actifs courants	16 064	976	17 040
Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total actifs	38 174	4 805	42 978
Intérêts ne donnant pas le contrôle				
Capitaux propres 13 063 (259) 12 803 Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes 358 - 358 Autres provisions non courantes 514 (2) 512 Passifs financiers non courants 7 249 (47) 7 202 Passifs de loyers non courants - 3 529 3 529 Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 28 - 26 Autres dettes non courantes 486 (8) 476 Passifs d'impôts différés 725 16 740 Passifs non courants 9 360 3 488 12 848 Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 162 (2) 160 Dettes fournisseurs 6 664 (20) 6 644 Passifs financiers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courant - 634 634 Dettes d'impôts exigibles 88 - 88	Capitaux propres part du Groupe	7 570	(145)	7 425
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes 358 - 358 Autres provisions non courantes 514 (2) 512 Passifs financiers non courants 7 249 (47) 7 202 Passifs de loyers non courants - 3 529 3 529 Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 28 - 28 Autres dettes non courantes 486 (8) 478 Passifs d'impôts différés 725 16 740 Passifs non courants 9 360 3 488 12 848 Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 162 (2) 160 Dettes fournisseurs 6 664 (20) 6 644 Passifs de loyers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courantes 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courantes 88 - 634 Dettes d'impôts exigibles 88 - 86	Intérêts ne donnant pas le contrôle	5 493	(114)	5 379
Autres provisions non courantes 514 (2) 512 Passifs financiers non courants 7 249 (47) 7 202 Passifs de loyers non courants - 3 529 3 529 Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle Autres dettes non courantes 486 (8) 476 Passifs d'impôts différés 725 16 746 Passifs non courants 9 360 3 488 12 846 Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 6664 (20) 6 644 Passifs financiers courants 1 493 (177) 1 476 Passifs de loyers courant 1 - 634 634 Dettes d'impôts exigibles 88 - 886 Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente 4 678 1 011 5 685	Capitaux propres	13 063	(259)	12 803
Passifs financiers non courants 7 249 (47) 7 202 Passifs de loyers non courants - 3 529 3 529 Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 28 - 28 Autres dettes non courantes 486 (8) 478 Passifs d'impôts différés 725 16 740 Passifs non courants 9 360 3 488 12 848 Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 162 (2) 160 Dettes fournisseurs 6 664 (20) 6 644 Passifs financiers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courant - 634 634 Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 143 - 143 Dettes d'impôts exigibles 88 - 88 Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente 4 678 1 011 5 685 Passifs courants 15 751	Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes	358	-	358
Passifs de loyers non courants - 3 529 3 529 Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 28 - 28 Autres dettes non courantes 486 (8) 478 Passifs d'impôts différés 725 16 740 Passifs non courants 9 360 3 488 12 848 Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 162 (2) 160 Dettes fournisseurs 6 664 (20) 6 644 Passifs financiers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courant - 634 634 Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 143 - 143 Dettes d'impôts exigibles 88 - 88 Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente 4 678 1 011 5 685 Passifs courants 15 751 1 576 17 328	Autres provisions non courantes	514	(2)	512
Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 28 - 28 Autres dettes non courantes 486 (8) 478 Passifs d'impôts différés 725 16 740 Passifs non courants 9 360 3 488 12 848 Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 162 (2) 160 Dettes fournisseurs 6 664 (20) 6 644 Passifs financiers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courant - 634 634 Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 143 - 143 Dettes d'impôts exigibles 88 - 88 Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente 4 678 1 011 5 685 Passifs courants 15 751 1 576 17 326	Passifs financiers non courants	7 249	(47)	7 202
pas le contrôle 26 - 26 Autres dettes non courantes 486 (8) 478 Passifs d'impôts différés 725 16 740 Passifs non courants 9 360 3 488 12 848 Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 162 (2) 160 Dettes fournisseurs 6 664 (20) 6 644 Passifs financiers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courant - 634 634 Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 143 - 143 Dettes d'impôts exigibles 88 - 88 Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente 4 678 1 011 5 685 Passifs courants 15 751 1 576 17 326	Passifs de loyers non courants	-	3 529	3 529
Passifs d'impôts différés 725 16 740 Passifs non courants 9 360 3 488 12 848 Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 162 (2) 160 Dettes fournisseurs 6 664 (20) 6 644 Passifs financiers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courant - 634 634 Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 143 - 143 Dettes d'impôts exigibles 88 - 88 Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente 4 678 1 011 5 685 Passifs courants 15 751 1 576 17 326		28	-	28
Passifs non courants 9 360 3 488 12 848 Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 162 (2) 160 Dettes fournisseurs 6 664 (20) 6 644 Passifs financiers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courant - 634 634 Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 143 - 143 Dettes d'impôts exigibles 88 - 88 Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente 4 678 1 011 5 685 Passifs courants 15 751 1 576 17 326	Autres dettes non courantes	486	(8)	478
Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes 11 - 11 Autres provisions courantes 162 (2) 160 Dettes fournisseurs 6 664 (20) 6 644 Passifs financiers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courant - 634 634 Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 143 - 143 Dettes d'impôts exigibles 88 - 88 Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente 4 678 1 011 5 689 Passifs courants 15 751 1 576 17 328	Passifs d'impôts différés	725	16	740
Autres provisions courantes 162 (2) 160 Dettes fournisseurs 6 664 (20) 6 644 Passifs financiers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courant - 634 634 Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 143 - 143 Dettes d'impôts exigibles 88 - 88 Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente 4 678 1 011 5 689 Passifs courants 15 751 1 576 17 328	Passifs non courants	9 360	3 488	12 848
Dettes fournisseurs 6 664 (20) 6 644 Passifs financiers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courant - 634 634 Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 143 - 143 Dettes d'impôts exigibles 88 - 88 Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente 4 678 1 011 5 689 Passifs courants 15 751 1 576 17 328	Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes	11	-	11
Passifs financiers courants 1 493 (17) 1 475 Passifs de loyers courant - 634 634 Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle 143 - 143 Dettes d'impôts exigibles 88 - 88 Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente 4 678 1 011 5 689 Passifs courants 15 751 1 576 17 328	Autres provisions courantes	162	(2)	160
Passifs de loyers courant Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle Dettes d'impôts exigibles Autres dettes courantes Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente Passifs courants - 634 634 634 634 634 634 634 634	Dettes fournisseurs	6 664	(20)	6 644
Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle Dettes d'impôts exigibles Autres dettes courantes Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente Passifs courants 143 - 143 - 88 - 88 Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs courants 15 751 1 576 17 328	Passifs financiers courants	1 493	(17)	1 475
le contrôle 143 - 143 143 - 143 143 <td>Passifs de loyers courant</td> <td>-</td> <td>634</td> <td>634</td>	Passifs de loyers courant	-	634	634
Autres dettes courantes 2 513 (30) 2 483 Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente 4 678 1 011 5 689 Passifs courants 15 751 1 576 17 328	, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	143	-	143
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente4 6781 0115 689Passifs courants15 7511 57617 328	Dettes d'impôts exigibles	88	-	88
Passifs courants 15 751 1 576 17 328	Autres dettes courantes	2 513	(30)	2 483
	Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	4 678	1 011	5 689
Total capitaux propres et passifs 38 174 4 805 42 978	Passifs courants	15 751	1 576	17 328
	Total capitaux propres et passifs	38 174	4 805	42 978

⁽i) L'Argentine étant considérée comme un pays hyperinflationniste depuis juillet 2018, l'état de la situation financière au 1^{er} janvier 2018 présenté dans les états financiers consolidés de l'exercice 2018 tenait déjà compte des incidences d'IAS 29

Incidences au 31 décembre 2018 de l'application rétrospective de la norme IFRS 16 et de la modification de l'allocation du prix d'acquisition de Sarenza

en millions d'euros	31 décembre 2018 publié	Retraitements IFRS 16	Ajustement PPA Sarenza	31 décembre 2018 retraité
Goodwill	8 690	-	(8)	8 682
Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	9 281	(832)	10	8 459
Actifs au titre de droits d'utilisation	-	4 811	-	4 811
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	500	-	-	500
Autres actifs non courants	1 275	(12)	-	1 263
Actifs d'impôts différés	553	99	-	652
Actifs non courants	20 299	4 066	3	24 368
Stocks	3 843	(1)	-	3 842
Créances clients	905	-	-	905
Autres actifs courants	1 437	(13)	-	1 424
Créances d'impôts courants	165	-	-	165
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 730	-	-	3 730
Actifs détenus en vue de la vente	7 061	1 287	-	8 347
Actifs courants	17 141	1 273	-	18 414
Total actifs	37 440	5 339	3	42 781
Capitaux propres part du Groupe	6 731	(178)	-	6 553
Intérêts ne donnant pas le contrôle	5 288	(77)	-	5 211
Capitaux propres	12 019	(255)	-	11 763
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes	366	-	-	366
Autres provisions non courantes	483	(3)	-	480
Passifs financiers non courants	6 817	(35)	-	6 782
Passifs de loyers non courants	-	3 771	-	3 771
Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle	63	-	-	63
Autres dettes non courantes	472	(7)	-	465
Passifs d'impôts différés	636	28	3	667
Passifs non courants	8 837	3 754	3	12 594
Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes	11	-	-	11
Autres provisions courantes	154	(3)	-	151
Dettes fournisseurs	6 688	(20)	-	6 668
Passifs financiers courants	2 211	(12)	-	2 199
Passifs de loyers courants	-	666	-	666
Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle	126	-	-	126
Dettes d'impôts exigibles	124	-	-	124
Autres dettes courantes	2 643	(30)	-	2 613
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	4 628	1 240	-	5 868
Passifs courants	16 584	1 840	-	18 424
Total capitaux propres et passifs	37 440	5 339	3	42 781

1.3.2 Impacts liés à la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location »

La norme IFRS 16 remplace la norme IAS 17 et les interprétations y afférentes à partir du 1 er janvier 2019. Elle supprime la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement pour les locataires ; elle exige pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance d'un actif (le droit d'utilisation du bien loué à amortir sur la durée du bail estimée) et un passif financier représentatif des loyers futurs actualisés pour pratiquement tous les contrats de location. Au sein du compte de résultat consolidé, la charge de loyer est remplacée par une charge d'amortissement liée au droit d'utilisation présentée en « Coût d'achat complet des marchandises vendues » ou en « Coûts des ventes » et une charge d'intérêt financier liée à la dette de location présentée en « Autres charges financières ». Auparavant, le Groupe comptabilisait principalement les charges de location simple sur une base linéaire sur la durée du contrat de location et ne comptabilisait des actifs et des passifs que dans la mesure où il existait un décalage entre les paiements de location réels et la charge comptabilisée.

Par rapport à IAS 17, l'application de la norme IFRS 16 entraine un impact positif sur l'EBITDA (défini en note 5.1) et dans une moindre mesure le résultat opérationnel courant ; à l'inverse, le résultat financier est négativement impacté.

Le résultat net de l'ensemble consolidé peut être diminué différemment au cours des périodes compte tenu d'une courbe de charges généralement plus élevée en début de bail c'est-à-dire une charge dégressive, contrairement à une charge linéaire reconnue sous la norme précédente (IAS 17). Enfin, les flux de trésorerie générés par l'activité d'exploitation sont plus élevés dans la mesure où les paiements relatifs à la composante principale du passif de loyers ainsi que les intérêts associés sont présentés dans les activités liées aux opérations de financement.

Le Groupe présente les actifs au titre de droits d'utilisation et les passifs de loyers sur une ligne spécifique de l'état de la situation financière consolidée. Les passifs de loyer ne sont pas inclus dans la dette financière nette du Groupe dont la définition reste inchangée. En conséquence, la dette financière nette retraitée de l'application d'IFRS 16 se trouve positivement impactée du fait du retraitement des dettes de location-financement qui sous le référentiel IAS 17 faisaient partie des « emprunts et dettes financières ».

Le Groupe applique cette norme au 1^{er} janvier 2019 de façon rétrospective à chaque période antérieure pour laquelle l'information financière est présentée conformément à IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et présentation des comptes comparatifs retraités.

Le Groupe a choisi d'appliquer les deux exemptions proposées par la norme sur les contrats suivants :

- Contrats de location de biens de courte durée (12 mois),
- Contrats de location de biens portant sur des actifs de faible valeur c'est-à-dire dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à 5 000 euros.

Les loyers non inclus dans l'évaluation initiale du passif (par exemple, les loyers variables) sont présentés en charges opérationnelles, ainsi que les charges relatives aux contrats de location à court terme et de faible valeur.

Les montants des actifs et des dettes de location-financement classés antérieurement sous le référentiel IAS 17 en immobilisations corporelles et en dettes financières ont été reclassés respectivement en actifs au titre de droits d'utilisation et en passifs de loyers à l'exception de ceux liés à des contrats portant sur des biens de faible valeur.

Les droits au bail précédemment présentés en actifs incorporels ont été reclassés dans le compte « actifs au titre de droits d'utilisation » ; cette composante de droits d'utilisation liés aux droits aux baux n'est généralement pas amortie et fait l'objet d'un test de perte de valeur lorsqu'il existe un indice révélant une possible perte.

Les opérations de cession-bail antérieures au 1^{er} janvier 2019 n'ont pas fait l'objet de retraitement conformément à IFRS 16.

Un effet net d'impôt différé a été constaté sur l'écart entre droits d'utilisation et passifs de loyer, entrant dans le champ de la norme IFRS 16, comme c'était le cas antérieurement pour les locations-financement.

La durée de location correspond à la période exécutoire du contrat et tient compte des options de résiliation et de renouvellement dont respectivement la non-utilisation ou l'utilisation par le Groupe est raisonnablement certaine. Le Groupe applique en France la position de l'ANC relative à la durée de location à retenir pour les baux commerciaux classiques (baux 3-6-9 ou assimilés). En l'absence de position de place, le Groupe amortit sur une durée différente les agencements et le droit d'utilisation de l'actif sous-jacent. La mise en cohérence de ces deux durées entrainerait une incidence significative sur les comptes qui serait comptabilisée de manière rétrospective. L'ESMA a interrogé l'IFRS IC sur l'interaction entre la durée d'amortissement des agencements et installations indissociables du bien loué (selon la norme IAS 16) et la durée du contrat de location (telle que déterminée selon IFRS 16), et sur la nécessité (ou non) d'alignement de ces deux durées. Le Groupe suivra toute évolution sur ce thème sur le second semestre 2019.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer le droit d'utilisation et le passif de loyer est déterminé par zone géographique (pays) et en fonction de la duration des contrats de location. Il est déterminé, pour chaque bien selon sa duration et en fonction du taux marginal d'endettement à la date de commencement du contrat.

Les impacts sur les états de la situation financière consolidée au 1^{er} janvier 2018 et au 31 décembre 2018 sont présentés ci-dessus et concernent principalement la constatation d'actifs au titre de droits d'utilisation et de passifs de loyers au titre des baux immobiliers d'exploitation des magasins et des entrepôts. Les autres contrats de locations retraités par le Groupe portent principalement sur des équipements de production de froid, des véhicules et des équipements logistiques.

Note 2 Faits marquants

Les faits marquants du semestre sont les suivants :

Ouverture de procédures de sauvegarde concernant nos actionnaires de référence Rallye et les sociétés Foncière Euris, Finatis et Euris

Le 23 mai 2019, notre actionnaire de contrôle Rallye et ses maisons mères ont annoncé avoir chacune demandé et obtenu l'ouverture d'une procédure de sauvegarde pour une durée de six mois, prolongeable de 6 à 12 mois par décision du tribunal de commerce saisi. Ces procédures de sauvegarde ont été ouvertes après constat par le tribunal des difficultés financières des holdings. Elles ont pour effet un gel du passif financier de ces sociétés.

Chacune de ces procédures ne concerne que l'entité sur laquelle elle a été ouverte et ne s'applique ni à Casino, Guichard-Perrachon ni à ses filiales. Le groupe Casino continue donc à opérer dans le cadre du déroulement normal de ses activités et reste concentré sur l'exécution du plan stratégique annoncé au marché depuis juin 2018, à savoir un plan de cession d'actifs non stratégiques pour 2,5 milliards d'euros, une forte réduction de la dette du Groupe en France et l'atteinte des objectifs opérationnels communiqués au marché.

A date, l'ouverture de la procédure de sauvegarde de Rallye a eu notamment deux impacts au niveau de Casino, Guichard Perrachon :

- L'abaissement de la notation du groupe par S&P et Moody's : le 28 mai 2019, S&P a abaissé la notation du groupe à B, avec une perspective négative (auparavant BB perspective négative). Le 31 mai 2019, Moody's a abaissé la notation du groupe B1, perspective négative (auparavant Ba3 perspective négative). Ces changements de notation par Standard & Poor's et Moody's n'ont pas eu d'impact sur le coût ou la disponibilité des ressources financières existantes de Casino ;
- La réduction de l'encours de billets de trésorerie : l'encours de billets de trésorerie s'élève au 30 juin 2019 à 167 millions d'euros contre 450 millions d'euros avant l'entrée en sauvegarde de Rallye.

Le groupe Casino n'a pas constaté de modification des délais de paiement fournisseurs et n'a pas non plus observé de réduction du montant des facilités de caisse (découverts) disponibles.

Comme annoncé le 12 juillet 2019 par Rallye et ses holdings, certaines banques, bénéficiant de nantissements sur les titres de leurs filiales dans le cadre de financements structurés auraient la possibilité d'exercer ces sûretés dans le cadre des procédures de sauvegarde ouvertes (dispositions de l'article L. 211-40 du Code monétaire et financier). Casino confirme que ces opérations n'auraient aucun impact sur le contrôle exercé par Rallye et ses holdings sur Casino. Par ailleurs, Casino rappelle que la perte du contrôle de Casino par Rallye ou ses sociétés holdings n'aurait aucun impact juridique sur la dette de Casino et ne constituerait pas un cas de défaut, que ce soit au titre de la documentation de financement bancaire ou de la documentation de financement obligataire de Casino.

L'approche du Groupe au titre du risque de liquidité dans des conditions de marché normales ou dans un environnement dégradé est présentée en note 9.5. Le Groupe étudie en permanence en collaboration avec les banques, et d'autant plus dans le contexte actuel où la notation financière du Groupe a été dégradée, les différentes options de refinancement ou d'extension de ses échéances bancaires et obligataires.

Cession de Via Varejo

Conformément à sa stratégie à long terme de mettre l'accent sur le développement de l'activité alimentaire, GPA a finalisé le 14 juin 2019 le processus de cession de la totalité de sa participation dans sa filiale Via Varejo débuté le 23 novembre 2016 par le biais d'une vente en bloc sur le marché au prix de 4,90 réais par action totalisant un prix de cession de 2,3 milliards de réais (517 millions d'euros). En prenant en compte la réalisation des deux total return swap (TRS) sur le semestre, le montant total encaissé au titre de la cession de la participation de Via Varejo s'élève à 2,7 milliards de réais (615 millions d'euros). Ces opérations ont conduit à la reconnaissance d'une plusvalue nette d'impôt de 55 millions de réais (soit 12 millions d'euros), présentée sur la ligne « activités abandonnées ». L'incidence de la cession sur les intérêts ne donnant pas le contrôle s'élève à -750 millions d'euros (renvoi (vii) de l'état de variation des capitaux propres consolidés).

En dehors du résultat de cession de Via Varejo, le résultat des activités abandonnées reflétant essentiellement l'activité de Via Varejo du 1^{er} janvier 2019 jusqu'à la date de cession s'établit à 1 millions d'euros.

Plan de cession d'actifs non stratégiques

Le 11 juin 2018, le Groupe a annoncé le lancement d'un plan de cession d'actifs pour poursuivre la transformation de son modèle et accélérer son désendettement en France. Ce plan porte sur des actifs non stratégiques identifiés par le Groupe, notamment immobiliers, pouvant être cédés pour une valeur estimée initialement de 1,5 milliard d'euros. L'objectif a été porté en mars 2019 à 2,5 milliards d'euros.

Au 30 juin 2019, les opérations réalisées au titre de ce plan s'élèvent à 1 871 millions d'euros dont 1 105 millions d'euros réalisés en 2018 (la cession de 15% de Mercialys sous la forme d'un equity swap pour un montant de 213 millions d'euros (note 3.1.2), l'entrée de Tikehau Capital et Bpifrance au capital de GreenYellow pour un montant de 150 millions d'euros et la cession-bail d'actifs immobiliers de Monoprix pour un montant de 742 millions d'euros). Les principales opérations réalisées sur le semestre portent sur :

- La cession-bail le 8 mars 2019 des murs de 13 Géant Casino, 3 Hyper Casino et 10 Supermarchés Casino à des fonds gérés par Fortress pour un prix de cession s'établissant à 392 millions d'euros et comportant une composante variable positive pouvant aller jusqu'à 150 millions d'euros basée essentiellement sur le rendement futur des actifs cédés ; cette composante variable n'a pas été reconnue dans les comptes. Casino conserve l'exploitation de ces magasins au travers de contrats de location pour un loyer annuel de 32 millions d'euros. La cession-bail a généré une plus-value nette avant impôt de 15 millions d'euros, présentée en « autres produits opérationnels », après prise en compte de l'incidence de la norme IFRS 16 au titre de cette opération de cession-bail.
- La signature d'un accord avec des fonds gérés par des sociétés affiliées à Apollo Global Management en vue de la cession-bail de 32 murs de magasins valorisés 470 millions d'euros (12 Géant Casino et 20 magasins à enseigne Monoprix et Casino Supermarchés). La finalisation de l'opération est prévue pour fin octobre 2019. Le prix de cession s'établirait à 374 millions d'euros et comporterait une composante variable positive pouvant aller jusqu'à 110 millions d'euros. Ces murs sont présentés au 30 juin 2019 en application d'IFRS 5 en « Actifs détenus en vue de la vente » pour un montant de 338 millions d'euros. Casino conserverait l'exploitation de ces magasins au travers de contrats de location pour un loyer annuel de 27 millions d'euros.

Par ailleurs, faisant suite à la signature d'un accord en février 2019 avec Compass Group Plc., le Groupe Casino a cédé fin juin 2019 la société R2C, filiale de Casino spécialisée en restauration collective. Cette opération n'a pas d'incidence significative sur les comptes.

Enfin, le 22 juillet 2019 le Groupe a annoncé la signature d'un accord en vue de la vente de Vindémia pour 219 millions d'euros (note 13).

Plan de cession et de fermeture de magasins déficitaires

Le Groupe poursuit le plan de cession et de fermeture de magasins déficitaires annoncé en 2018. Au cours du 1^{er} semestre 2019, des promesses en vue de la cession ont été signées portant sur 36 magasins intégrés (dont 12 hypermarchés) pour des produits de cession de 191 millions d'euros ; au 30 juin 2019, le Groupe a finalisé la cession de 27 magasins (dont 8 hypermarchés) essentiellement au cours du mois de juin, et perçu 105 millions d'euros.

Par ailleurs, le Groupe a annoncé le 24 juillet avoir signé des promesses en vue de cession portant sur 3 hypermarchés pour un produit de cession de 42 millions d'euros (note 13).

Parallèlement, depuis 2018, 56 magasins déficitaires intégrés ont été fermés.

L'ensemble de ces magasins a représenté en 2018 un chiffre d'affaires HT de l'ordre de 500 millions d'euros pour une perte de Résultat Opérationnel Courant de 52 millions d'euros.

L'ensemble de ces opérations de rationalisation a conduit à la comptabilisation de 67 millions d'euros de charges en « Autres charges opérationnelles » au 30 juin 2019 (note 6.5).

Projet de simplification de la structure du groupe Casino en Amérique Latine (note 13)

Le Conseil d'Administration de GPA, filiale du groupe Casino au Brésil, a approuvé le 26 juin 2019 la formation d'un comité ad-hoc d'administrateurs indépendants afin d'examiner un projet qui conduirait à simplifier la structure du groupe en Amérique Latine.

Le Conseil d'Administration de Casino a examiné le projet qui inclurait les prochaines étapes suivantes :

- une offre publique en numéraire lancée par GPA sur 100% d'Exito, à laquelle Casino apporterait la totalité de sa participation (55,3%),
- une acquisition par Casino des titres détenus par Exito dans Segisor (qui détient elle-même 99,9% des droits de vote et 37,3% des droits économiques de GPA),
- une migration des actions de GPA au Novo Mercado segment B3, avec la conversion des actions préférentielles (PN) en actions ordinaires (ON) selon une parité de 1 :1, permettant de mettre fin à l'existence de deux classes d'actions et de donner accès à GPA à une base étendue d'investisseurs internationaux.

Le prix de l'offre publique par GPA et celui de l'acquisition par Casino des titres détenus par Exito dans Segisor intègreraient une prime sur les cours de bourse actuels.

A l'issue du projet, le groupe Casino détiendrait 41,4% de GPA qui contrôlerait elle-même Exito et ses filiales en Uruguay et en Argentine.

Cette opération sera soumise à l'accord des organes de gouvernance des trois sociétés concernées. L'opération étant au stade du projet, elle n'a pas d'impact sur les comptes semestriels.

Note 3 Périmètre de consolidation

3.1 Opérations de périmètre

3.1.1 Franprix - Leader Price

Franprix – Leader Price a pris le contrôle de 36 magasins au cours du semestre auprès de deux masterfranchisés pour un prix d'acquisition non significatif. Une part mineure (8 millions d'euros) de l'écart d'acquisition a été inscrite en goodwill compte tenu de la situation nette négative de certaines de ces sociétés. Si ces acquisitions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2019, les incidences sur le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel courant et le résultat net consolidés du Groupe auraient été non significatives.

3.1.2 TRS Mercialys

Le 26 juillet 2018, dans le cadre du plan de cession d'actifs annoncé, le Groupe a réduit sa participation dans Mercialys en termes de droit de vote de 40,3% à 25,3% via la cession d'un bloc de 15% du capital à une banque, au travers d'un contrat de total return swap (TRS). Dans le cadre de cette opération, le Groupe a encaissé immédiatement un montant de 213 millions d'euros avant frais (209 millions d'euros nets de frais).

Au 31 décembre 2018, cet instrument n'étant pas déconsolidant au sens de la norme IFRS 9 tant que la banque n'a pas vendu les titres sur le marché, la cession des titres à travers ce contrat n'avait pas été reconnue dans les comptes et avait conduit à l'enregistrement d'une dette financière au titre des actions non encore cédées sur le marché pour un montant de 198 millions d'euros (au prix de cession à la banque) ; la cession des actions et les plus ou moins-values associées sont reconnues lors de la cession des actions sur le marché par la banque. L'incidence sur le compte de résultat du Groupe de la cession de 1% par l'établissement financier n'était pas matérielle.

Au 30 juin 2019, 50,4% des actions du TRS ont été écoulées. A ce titre, le Groupe a reconnu une moins-value de cession des titres de 13 millions d'euros en « Autres charges opérationnelles ». La dette financière s'établit désormais à 125 millions d'euros.

Les comptes consolidés intègrent Mercialys selon la méthode mise en équivalence avec un pourcentage d'intérêts de 32,7% au 30 juin 2019 (39,2% au 31 décembre 2018), dont 7,5% correspondant aux titres non cédés à cette date par l'établissement financier.

Par ailleurs, les titres faisant l'objet du TRS continuent d'être classés en « Actifs détenus en vue de la vente » pour la quote-part non cédée en application d'IFRS 5 à leurs valeurs comptables pour un montant de 59 millions d'euros au 30 juin 2019 (114 millions d'euros au 31 décembre 2018) (note 3.2).

3.2 Actifs détenus en vue de la vente

an millione diames	Notes	30 juin	2019	31 décembre 2018 retraité	
en millions d'euros	Notes	Actif	Passif	Actif	Passif
Sous-groupe Via Varejo	2	-	-	6 812	5 493
Autres France Retail (1)		1 310	327	1 515	375
Autres Latam Retail		20	-	20	-
Total		1 330	327	8 347	5 868
Actif net		1 003		2 479	
Dont part du Groupe de la filiale vendeuse	9.2	1 000		1 709	

⁽i) Au 30 juin 2019, cette ligne est composée principalement de magasins et d'actifs immobiliers, à hauteur de 742 millions d'euros (part du Groupe) en relation avec les plans de cession d'actifs (y compris le sous-groupe Vindémia) et de rationalisation du parc magasins et des titres Mercialys faisant l'objet du contrat de TRS pour 59 millions d'euros. Au 31 décembre 2018, cette ligne était composée essentiellement de magasins et d'actifs immobiliers, à hauteur de 874 millions d'euros (part du Groupe) en relation avec les plans de cession d'actifs et de rationalisation du parc magasins et des titres Mercialys faisant l'objet du contrat de TRS pour 114 millions d'euros

3.3 Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

3.3.1 Variation des participations dans les entreprises associées et coentreprises

en millions d'euros	Ouverture	Perte de valeur	Quote-part de résultat de la période	Distribution	Autres	Clôture
Entreprises associées						
FIC (GPA)	39	-	18	(6)	(6)	46
Mercialys	349	-	30	(43)	(129) ⁽ⁱ⁾	207
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	4	-	(50)	-	54 ⁽ⁱⁱ⁾	8
Autres	39	-	-	(5)	33	66
<u>Coentreprises</u>						
Banque du Groupe Casino	85	-	3	=	11	99
Tuya (Éxito)	32	-	15	=	7	55
Autres	15	-	-	=	4	19
Exercice 2018 retraité	563	-	17	(55)	(26)	500
Entreprises associées						
FIC (GPA)	46	-	9	(2)	1	53
Mercialys	207	-	18	(21)	(4)	201
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	8	-	(26)	-	26 ⁽ⁱⁱ⁾	7
Autres	66	-	(3)	(2)	1	63
Coentreprises						
Banque du Groupe Casino	99	-	2	-	13	114
Tuya (Éxito)	55	-	(1)	-	2	56
Autres	19	-	1	-	0	21
1 ^{er} semestre 2019	500	-	-	(24)	39	514

⁽i) La variation de -129 millions d'euros en 2018 reflétait principalement le classement selon IFRS 5 des titres faisant l'objet d'un contrat de TRS et non encore cédés sur le marché pour 114 millions d'euros ; elle intégrait également à hauteur de 5 millions d'euros en résultat opérationnel courant la quote-part de marge précédemment neutralisée au titre d'opérations passées entre Mercialys et le Groupe, suite à la cession effective de 1% des titres Mercialys dans le cadre du TRS.

3.3.2 Quote-part des passifs éventuels dans les entreprises associées et les coentreprises

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

⁽ii) En 2019, le montant de 26 millions d'euros reflète essentiellement le reclassement de présentation de la quote-part des pertes d'entreprises associées de Franprix – Leader Price excédant la valeur comptable des participations lorsque Franprix – Leader Price a l'obligation de supporter sa quote-part de perte de ces entités associées. En 2018, le montant de 54 millions d'euros reflétait principalement d'une part cette même nature de reclassement de présentation à hauteur de 20 millions d'euros, et d'autre part la souscription d'une augmentation de capital par Franprix – Leader Price dans un masterfranchisé à hauteur de 20 millions d'euros.

3.3.3 Transactions avec les parties liées (entreprises associées et coentreprises)

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) ou un contrôle conjoint (coentreprises) et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

	201	19	2018 retraité		
En millions d'euros	Entreprises Coentreprises		Entreprises associées	Coentreprises	
Soldes à la clôture 30 juin 2019 et 31 décembre 2018					
Prêts	26	11	28	11	
dont dépréciation	(20)	-	(44)	=	
Créances	146	60	139	48	
dont dépréciation	-	-	-	=	
Dettes	25	381	30	549	
Transactions sur le 1 ^{er} semestre :					
Charges	6 ⁽ⁱ⁾	828 ⁽ⁱⁱ⁾	10 ⁽ⁱ⁾	987 ⁽ⁱⁱ⁾	
Produits	463 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	19	519 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	12	

 ⁽i) Compte tenu de l'application de la norme IFRS 16, les montants ci-dessus n'incluent pas les montants des loyers liés aux 66 baux signés avec Mercialys, ces loyers s'élevant à 27 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2019 (1^{er} semestre 2018 :

Note 4 Complément d'information sur le tableau de flux de trésorerie

4.1 Réconciliation des dotations aux provisions

en millions d'euros	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018 retraité
Perte de valeur nette sur goodwill		-	-
Perte de valeur nette sur immobilisations incorporelles		-	3
Perte de valeur nette sur immobilisations corporelles		(27)	(12)
Perte de valeur nette sur immeubles de placement		-	-
Perte de valeur nette sur actifs au titre de droits d'utilisation		(7)	(3)
Perte de valeur nette sur autres actifs (i)		(96)	(2)
(Dotation) / reprise de provision pour risques et charges	11.1	(1)	19
Dotations aux provisions retraitées dans le tableau des flux de trésorerie		(131)	6

⁽i) Concerne essentiellement les actifs classés selon IFRS 5

⁷¹ baux pour 26 millions d'euros).

⁽ii) Dont 574 millions d'euros d'achats de carburant auprès de Distridyn et 229 millions d'euros d'achats de marchandises auprès de CD Supply Innovation sur le 1^{er} semestre 2019 (1^{er} semestre 2018 : respectivement 576 et 400 millions d'euros). Le partenariat avec CD Supply Innovation s'est dénoué sur le semestre

⁽iii) Les produits de 463 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2019 et 519 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2018 incluent à hauteur de 352 et 440 millions d'euros respectivement les ventes de marchandises de Franprix – Leader Price et Distribution Casino France envers des masterfranchisés mis en équivalence. Ils incluent également les produits liés aux opérations immobilières avec Mercialys présentés en « Autres revenus » pour 53 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2019 (1^{er} semestre 2018 : 8 millions d'euros) générant une marge de 30 millions d'euros (note 5.1); l'incidence du 1^{er} semestre 2019 résulte de la dilution de Casino dans Mercialys conduisant à la déneutralisation à due concurrence des opérations immobilières antérieures

4.2 Réconciliation de la variation du BFR avec les postes du bilan

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2019	Flux de trésorerie d'exploitation	Autres flux de trésorerie	Variations de périmètre	Variations de change	Reclass. Et autres	30 juin 2019
Stocks de marchandises	(3 664)	39	-	(8)	(29)	9	(3 653)
Stocks de promotion immobilière	(179)	(84)	-	(2)	(2)	(3)	(269)
Fournisseurs	6 668	(920)	-	14	51	(7)	5 806
Créances clients et comptes rattachés	(905)	(56)	-	55	1	2	(902)
(Autres créances) / dettes	391	(213)	(161)	75	(21)	59	130
TOTAL	2 311	(1 234)	(161)	133	1	61	1 111

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2018 retraité	Flux de trésorerie d'exploitation	Autres flux de trésorerie	Variations de périmètre	Variations de change	Reclass. Et autres	30 juin 2018 retraité
Stocks de marchandises	(3 688)	(131)	-	(50)	147	(2)	(3 724)
Stocks de promotion immobilière	(126)	(21)	-	(1)	4	(12)	(155)
Fournisseurs	6 644	(534)	-	26	(183)	21	5 974
Créances clients et comptes rattachés	(888)	75	-	4	24	(4)	(789)
(Autres créances) / dettes	507	(238)	(70)	(6)	64	1	257
TOTAL	2 449	(848)	(70)	(27)	56	4	1 563

4.3 Réconciliation des acquisitions d'immobilisations

en millions d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018 retraité
Augmentations et acquisitions d'immobilisations incorporelles	(103)	(88)
Augmentations et acquisitions d'immobilisations corporelles	(375)	(357)
Augmentations et acquisitions d'immeubles de placement	(9)	(25)
Variations des dettes sur immobilisations	(31)	(64)
Capitalisation des coûts d'emprunts (IAS 23) (i)	2	6
Flux de décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	(516)	(528)

⁽i) Flux sans effet sur la trésorerie

4.4 Réconciliation des cessions d'immobilisations

en millions d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018 retraité
Sorties d'immobilisations incorporelles	5	4
Sorties d'immobilisations corporelles	91	73
Sorties d'immeubles de placement	-	-
Résultats de cessions d'actifs	72	4
Variation des créances sur immobilisations	(69)	4
Sorties des actifs classés en IFRS 5	316	137
Flux d'encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	414	223

4.5 Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

en millions d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Montant payé pour les prises de contrôle	(14)	(70)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	7	(19)
Montant reçu pour les pertes de contrôle	139	15
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle	(3)	<u>-</u> _
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	129	(74)

Sur le 1^{er} semestre 2019, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résulte principalement de la perte de contrôle de magasins déficitaires en lien avec le plan de rationnalisation du parc pour 105 millions d'euros (note 2).

4.6 Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle

en millions d'euros Notes	30 juin 2019	30 juin 2018
Vindémia – rachat de minoritaires de la filiale à Mayotte	(18)	-
Green Yellow – frais attachés à la cession sans perte de contrôle de 2018	(10)	-
Éxito – contribution complémentaire de FIC dans Viva Malls	3	36
Distribution Casino France – cession sans perte de contrôle	-	20
Autres	(7)	(12)
Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle	(32)	44

4.7 Réconciliation entre la variation de trésorerie et la variation de dette financière nette

en millions d'euros	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018 retraité
Variation de trésorerie		(1 383)	(705)
Augmentation d'emprunts et dettes financières (i)		(556)	(1 739)
Diminution d'emprunts et dettes financières (1)		225	236
Variations de dettes sans effet de trésorerie (i)		100	210
Variation part du Groupe d'actifs nets détenus en vue de la vente		(111)	114
Variation d'autres actifs financiers		77	-
Dettes financières liées aux variations de périmètre		70	-
Variation de couverture de juste valeur		(24)	20
Intérêts courus		64	63
Autres		24	13
Incidence des variations monétaires (i)		(45)	84
Variation des emprunts et dettes financières des activités abandonnées		314	619
Variation de dette financière nette		(1 344)	(1 295)
Dette financière nette à l'ouverture (ii)		3 354	4 088
Dette financière nette à la clôture	9.2	4 698	5 383

⁽i) Ces incidences sont relatives uniquement aux activités poursuivies

4.8 Réconciliation des intérêts financiers versés

en millions d'euros	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018 retraité
Coût de l'endettement financier net présenté au compte de résultat	9.3.1	(157)	(151)
Neutralisation de gains/pertes de changes latents		7	(12)
Neutralisation des amortissements de frais et primes d'émission/remboursement		10	16
Capitalisation des coûts d'emprunts		(2)	(6)
Variation des intérêts courus et des dérivés de couverture de juste valeur des dettes financières		(77)	(95)
Intérêts financiers versés sur passifs de loyers	9.3.2	(133)	(115)
Coûts de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	(36)	(38)
Intérêts financiers nets versés tels que présentés dans le tableau des flux de trésorerie		(387)	(401)

⁽ii) Après prise en compte des incidences IFRS 16 pour -57 et -67 millions d'euros respectivement au 1^{er} janvier 2018 et 1^{er} janvier 2019

Note 5 Information sectorielle

5.1 Indicateurs clés par secteur opérationnel

L'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale (principal décideur opérationnel) pour évaluer les performances et allouer les ressources et comprend l'incidence résultant de la norme IFRS 16. Elle inclut notamment l'affectation des frais de holding à l'ensemble des Business Unit du Groupe.

En millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2019
Chiffre d'affaires externe (note 6.2)	9 044	7 908	889	17 841
EBITDA (i)	606 ⁽ⁱⁱ⁾	507	14	1 127
Dotations aux amortissements opérationnels courants (notes 6.3 et 6.4)	(415)	(245)	(30)	(690)
Résultat opérationnel courant	191 ⁽ⁱⁱ⁾	262	(16)	437
Dont impacts IFRS 16 sur l'EBITDA	310	141	12	463
Dont impacts IFRS 16 sur le résultat opérationnel courant	40	48	2	90

⁽i) L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel courant (ROC) augmenté de la dotation aux amortissements opérationnels courants

⁽ii) Dont 30 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France correspondant essentiellement sur ce semestre à la déneutralisation des marges sur opérations de promotion immobilière entre Casino et Mercialys faisant suite à la dilution de Casino dans Mercialys (note 3.3.3)

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2018 retraité
Chiffre d'affaires externe (note 6.2)	9 310	7 601	876	17 787
EBITDA ⁽ⁱ⁾	586 ⁽ⁱⁱ⁾	610 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	4	1 200
Dotations aux amortissements opérationnels courants (notes 6.3 et 6.4)	(422)	(237)	(25)	(684)
Résultat opérationnel courant	164 ⁽ⁱⁱ⁾	373 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	(20)	517
Dont impacts IFRS 16 sur l'EBITDA	279	139	11	429
Dont impacts IFRS 16 sur le résultat opérationnel courant	28	49	2	79

⁽i) L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel courant (ROC) augmenté de la dotation aux amortissements opérationnels courants

5.2 Indicateurs clés par zone géographique

en millions d'euros	France	Amérique latine	Autres zones	Total
Chiffre d'affaires externe au 30 juin 2019	9 931	7 902	8	17 841
Chiffre d'affaires externe au 30 juin 2018 retraité	10 184	7 599	4	17 787

en millions d'euros	France	Amérique latine	Autres zones	Total
Actifs non courants au 30 juin 2019 (i)	12 638	9 889	59	22 586
Actifs non courants au 31 décembre 2018 retraité (i)	12 826	9 694	60	22 581

⁽i) Les actifs non courants comprennent les goodwills, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les actifs au titre de droits d'utilisation, les participations dans les entreprises associées et les coentreprises ainsi que les actifs sur contrats et les charges constatées d'avance à plus d'un an

⁽ii) Dont 21 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France

⁽iii) Dont 414 millions de réais (100 millions d'euros) au titre de crédits de taxes reconnus par GPA au cours du semestre (principalement liés à la reprise de provision sur le crédit ICMS ST d'Assai suite à un changement législatif)

Note 6 Données liées à l'activité

6.1 Saisonnalité de l'activité

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour le chiffre d'affaires ; le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2018 avait représenté 49% du total de l'année (48% à taux de change moyen de l'année 2018), mais est plus marquée pour le résultat opérationnel courant (1^{er} semestre 2018 par rapport à l'année 2018 : 37% et 36% à taux de change moyen de l'année 2018).

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également plus marqués par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au 1^{er} semestre est structurellement négative du fait de l'importance des règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

6.2 Ventilation des revenus totaux

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires :

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2019
Chiffre d'affaires, hors taxes	9 044	7 908	889	17 841
Autres revenus	244	83	-	327
Revenus totaux	9 288	7 991	889	18 168

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2018 retraité
Chiffre d'affaires, hors taxes	9 310	7 601	876	17 787
Autres revenus	163	75	-	238
Revenus totaux	9 473	7 676	876	18 024

6.3 Nature de charges par fonction

en millions d'euros	Coûts logistiques ⁽ⁱ⁾	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2019
Frais de personnel	(272)	(1 513)	(418)	(2 203)
Autres charges	(415)	(1 211)	(224)	(1 850)
Dotations aux amortissements (notes 5.1 / 6.4)	(74)	(523)	(94)	(690)
Total	(761)	(3 247)	(735)	(4 743)

en millions d'euros	Coûts Iogistiques ⁽ⁱ⁾	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2018 retraité
Frais de personnel	(270)	(1 555)	(406)	(2 230)
Autres charges	(396)	(1 223)	(203)	(1 823)
Dotations aux amortissements (notes 5.1 / 6.4)	(71)	(528)	(85)	(684)
Total	(737)	(3 306)	(694)	(4 736)

⁽i) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

6.4 Amortissements

en millions d'euros	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018 retraité
Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles		(70)	(61)
Dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles		(239)	(265)
Dotation aux amortissements sur immeubles de placement		(6)	(4)
Dotation aux amortissements sur actifs au titre des droits d'utilisation		(375)	(354)
Total des dotations aux amortissements	5.1 / 6.3	(690)	(684)

6.5 Autres produits et charges opérationnels

en millions d'euros 30 juin 2019		
Total des Autres Produits opérationnels	217	102
Total des Autres Charges opérationnelles	(601)	(238)
	(383)	(136)
<u>Détail par nature</u>		
Résultat de cession d'actifs non courants (i) (vi)	(4)	10
Pertes nettes de valeur des actifs (ii) (vi)	(118)	(1)
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre (iii) (vi)	(113)	(33)
Résultat de cession d'actifs non courants, pertes nettes de valeur des actifs et produits / charges nets liés à des opérations de périmètre	(235)	(24)
Provisions et charges pour restructuration (iii) (iv) (vi)	(96)	(96)
Provisions et charges pour litiges et risques (v)	(43)	(16)
Autres	(9)	-
Sous-total	(148)	(112)
Total autres produits et charges opérationnels nets	(383)	(136)

- (i) Le résultat net de cession d'actifs non courants sur le 1^{er} semestre 2019 concerne principalement le secteur France Retail (ii) La perte de valeur enregistrée sur le 1^{er} semestre 2019 porte principalement sur le secteur France Retail en liaison avec le plan de
- (iii) La charge liée au plan de rationalisation du parc du secteur France Retail comprenant des coûts sociaux, des coûts de fermetures, des coûts de déstockage et de dépréciation s'élève à 67 millions d'euros au 30 juin 2019 (21 millions d'euros liés à des opérations de périmètres et 46 millions d'euros présentés en « restructuration »). Les autres opérations de périmètre portent principalement sur le secteur France Retail.La charge de 33 millions d'euros constatée au 1er semestre 2018 correspondait principalement à des honoraires liés à divers projets d'opérations de périmètre
- (iv) Hors effet du plan de rationalisation du parc, la charge de restructuration au titre du 1er semestre 2019 concerne principalement le secteur France Retail et Latam Retail à hauteur respectivement de 28 et 20 millions d'euros. Au 1er semestre 2018, elle concernait principalement les secteurs France Retail à hauteur de 49 millions d'euros (dont coûts sociaux et coûts de fermeture de magasins pour 41 millions d'euros et des coûts de transformation du parc de magasins pour 8 millions d'euros) ainsi que Latam Retail à hauteur de 37 millions d'euros
- (v) Les provisions et charges pour litiges et risques représentent [une charge] nette de 43 millions d'euros sur le 1er semestre 2019 qui reflète à hauteur de 24 millions d'euros des risques fiscaux de GPA. Au 1er semestre 2018, la charge nette de 16 millions d'euros concernait les secteurs France Retail et Latam Retail pour respectivement 6 et 8 millions d'euros

(vi) Réconciliation du détail des pertes de valeur des actifs :

en millions d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018 retraité
Pertes de valeur de goodwill	-	-
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations incorporelles	-	3
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations corporelles	(27)	(12)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immeubles de placement	-	· -
Reprises / (pertes) de valeur nettes des actifs au titre de droits d'utilisation	(7)	(3)
Reprises / (pertes) de valeur nettes d'autres actifs (IFRS 5 et autres)	(96)	(2)
Pertes nettes de valeur des actifs des activités poursuivies	(130)	(13)
dont présenté en « Provisions et charges pour restructurations »	(10)	(2)
dont présenté en « Autres pertes nettes de valeur des actifs »	(118)	(1)
dont présenté en « Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre »	(1)	(3)
dont présenté en « Résultat de cession d'actifs non courants »	-	(9)

Note 7 Impôts

Au titre du semestre clos le 30 juin 2019, le taux d'impôt effectif s'élève à 7,4%, à comparer à -77,5% au 30 juin 2018. La preuve d'impôt se présente ainsi :

en millions d'euros 30 juin 2019		2019	2019 30 juin 2018 retrait		
Résultat avant impôt	(244)		19		
Produit (charge) d'impôt théorique ⁽ⁱ⁾	78	-32,02 %	(7)	-34,43 %	
Réconciliation entre le produit (charge) d'impôt théorique et le produit (charge) d'impôt réel					
Effet de l'imposition des filiales étrangères	(7)	2,9%	2	12,5%	
Reconnaissance de produits d'impôts sur les déficits fiscaux et les autres différences temporelles déductibles non antérieurement reconnus ⁽ⁱⁱ⁾	12	-4,9%	27	141,8%	
Non reconnaissance et dépréciation d'impôts différés actifs sur les déficits reportables ou les autres différences temporelles déductibles ⁽ⁱⁱⁱ⁾	(28)	11,3%	(22)	-116,7%	
CVAE nette d'impôt	(24)	9,7%	(20)	-102,7%	
Non déductibilité de charges financières (iv)	(4)	1,8%	(13)	-69,0%	
Non-imposition du CICE (v)	-	-	16	83,3%	
Charge non déductible liée aux pertes de valeur sur actifs	(21)	8,8%	-	-	
Effet fiscal lié aux distributions brésiliennes (vi)	9	-3,8%	11	57,5%	
Autres impôts sur distribution (vii)	(10)	4,2%	(3)	-13,2%	
Déductibilité des coupons TSSDI	6	-2,3%	8	42,8%	
Fiscalisation des titres Mercialys	-	-	(6)	-32,0%	
Cessions d'actifs à taux réduit et opérations de périmètre	(14)	5,8%	(4)	-20,5%	
Autres	(15)	6,2%	(5)	-26,8%	
Produit (charge) d'impôt réel / Taux d'impôt effectif	(18)	7,4%	(15)	-77,5%	

- (i) La réconciliation du taux effectif d'impôt du Groupe a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition de 34,43 % en 2018 et 32,02% en 2019
- (ii) Au 1^{er} semestre 2019, concerne principalement le segment France Retail à hauteur de 13 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2018, concernait principalement le segment France Retail à hauteur de 25 millions d'euros
- (iii) Au 1^{er} semestre 2019, concerne principalement les secteurs E-commerce et France Retail à hauteur de respectivement -15 et -8 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2018, concernait principalement le segment E-commerce à hauteur de -19 millions d'euros
- (iv) Certaines législations imposent une limitation forfaitaire des charges financières supportées par les sociétés. Pour les sociétés françaises, depuis la loi de finances rectificative de 2012, cette limitation consiste à réintégrer 25% de ces charges financières dans le résultat fiscal de l'exercice ; l'incidence présentée sur les deux exercices porte essentiellement sur le périmètre français
- (v) Îl avait été instauré en France un Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), correspondant à un crédit d'impôt (remboursable au bout de 3 ans) de 6% en 2018 (9% pour Vindémia), assis sur les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC. Le Groupe avait reconnu sur le 1^{er} semestre 2018 ce produit de CICE de 46 millions d'euros en réduction des charges de personnel. À partir du 1^{er} janvier 2019, le CICE a été supprimé et remplacé par un allègement de charges sociales
- (vi) Distribution de dividendes des entités brésiliennes effectuées sous forme d'intérêt sur capitaux propres (« interest on equity »)
- (vii) Correspond à la taxation des distributions intragroupes

Note 8 Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et actifs au titre de droits d'utilisation

Au cours du premier semestre 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'immeubles de placement s'élèvent à 487 millions d'euros contre 470 millions d'euros lors de la même période en 2018. Par ailleurs, le montant des droits d'utilisation reconnus sur le semestre au titre des nouveaux contrats de location s'élève à 492 millions d'euros contre 449 millions d'euros lors de la même période en 2018.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2019 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2018, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et droits d'utilisation d'un montant total de 40 millions d'euros ont été comptabilisées sur la période (note 6.5) et concernent principalement le secteur France Retail.

S'agissant des goodwill, les principaux tests effectués sur les UGT goodwill présentant des indices de perte de valeur ont porté sur le secteur argentin ; ils n'ont pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2019.

Note 9 Structure financière et coûts financiers

9.1 Trésorerie nette

en millions d'euros	30 juin 2019	31 décembre 2018
Equivalents de trésorerie	1 273	1 184
Trésorerie	1 922	2 546
Trésorerie brute	3 195	3 730
Concours bancaires courants	(117)	(138)
Trésorerie nette	3 078	3 592

Au 30 juin 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ne sont soumis à aucune restriction significative.

9.2 Emprunts et dettes financières

9.2.1 Composition

Les emprunts et dettes financières s'élèvent à 9 227 millions d'euros au 30 juin 2019 (31 décembre 2018 : 8 980 millions d'euros) et comprennent les éléments suivants :

	;	30 juin 2019		31 déce	31 décembre 2018 retraité		
en millions d'euros	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total	
Emprunts obligataires (i)	5 009	1 688	6 697	5 470	939	6 409	
Autres emprunts et dettes financières	1 292	1 231	2 523	1 311	1 257	2 568	
Dérivés passifs de couverture de juste valeur (ii)	1	6	6	=	3	3	
Emprunts et dettes financières	6 302	2 924	9 227	6 782	2 199	8 980	
Dérivés actifs de couverture de juste valeur (iii)	(146)	(31)	(177)	(67)	(34)	(101)	
Autres actifs financiers	(13)	(144)	(157)	(8)	(78)	(86)	
Part Groupe de la filiale vendeuse des actifs nets détenus en vue de la vente	-	(1 000)	(1 000)	-	(1 709)	(1 709)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 9.1)	-	(3 195)	(3 195)	-	(3 730)	(3 730)	
Trésorerie active, autres actifs financiers et actifs nets détenus en vue de la vente	(158)	(4 370)	(4 529)	(75)	(5 551)	(5 626)	
DETTE FINANCIERE NETTE	6 144	(1 446)	4 698	6 707	(3 353)	3 354	

⁽i) Dont 5 574 et 1 123 millions d'euros respectivement en France et chez GPA au 30 juin 2019 (31 décembre 2018 : dont 5 491 et 919 millions d'euros respectivement en France et chez GPA)

⁽ii) Dont 4 et 1 millions d'euros respectivement en Colombie et au Brésil au 30 juin 2019 (31 décembre 2018 : dont 2 et 1 millions d'euros respectivement en Colombie et au Brésil)

⁽iii) Dont 140, 22 et 15 millions d'euros respectivement en France, au Brésil et en Colombie au 30 juin 2019 (31 décembre 2018 : dont 54, 20, et 27 millions d'euros respectivement en France, au Brésil et en Colombie)

DECOMPOSITION DE LA DETTE FINANCIERE NETTE PAR SEGMENTS OPERATIONNELS

	30 juin 2019 31 décembre 2018 retraité							
en millions d'euros	Dette financière (i)	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dette financière nette	Dette financière (i)	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dette financière nette
France Retail	5 542	(1 665)	(983)	2 894	5 924	(2 097)	(1 126)	2 700
Latam Retail	2 901	(1 436)	(17)	1 448	2 635	(1 597)	(20)	1 018
dont GPA alimentaire	1 811	(1 105)	(5)	701	1 597	(1 000)	(8)	589
dont Éxito ⁽ⁱⁱ⁾	1 071	(330)	(13)	729	1 031	(596)	(12)	423
Latam Electronics	-	-	-	-	-	-	(563)	(563)
E-commerce	449	(94)	-	356	234	(36)		199
Total	8 893	(3 195)	(1 000)	4 698	8 794	(3 730)	(1 709)	3 354

- (i) Correspond aux emprunts et dettes financières nets des dérivés actifs de couverture de juste valeur et des autres actifs financiers
- (ii) Éxito hors GPA mais incluant l'Argentine et l'Uruguay

9.2.2 Variation des dettes financières

en millions d'euros	30 juin 2019	31 décembre 2018 retraité
Emprunts et dettes financières à l'ouverture	8 980	8 742
Dérivés actifs de couverture de juste valeur	(101)	(98)
Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture) publié	8 880	8 644
Incidences IFRS 16 (note 1.3)	-	(65)
Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture) retraité	8 880	8 579
Nouveaux emprunts (i)	556	1 542
Remboursements (ii)	(231)	(1 331)
Variation juste valeur des emprunts couverts	24	60
Variation des intérêts courus	(64)	(34)
Ecarts de conversion	49	(165)
Variation de périmètre (iii)	(110)	303
Reclassement des passifs financiers associés à des actifs détenus en vue de la vente	4	54
Autres et reclassements (iv)	(59)	(129)
Dettes financières à la clôture (y compris instruments de couverture)	9 049	8 880
Emprunts et dettes financières à la clôture (note 9.2.1)	9 227	8 980
Dérivés actifs de couverture de juste valeur (note 9.2.1)	(177)	(101)

- (i) Sur le 1^{er} semestre 2019, les nouveaux emprunts comprennent principalement : (a) l'émission chez GPA de *promissory notes* pour 800 millions de réais soit 184 millions d'euros ainsi que des nouveaux emprunts pour 487 millions de réais soit 112 millions d'euros, (b) l'utilisation de lignes de crédit chez Éxito pour 310 milliards de pesos colombiens soit 86 millions d'euros, (c) l'utilisation de lignes de crédit par le segment France Retail pour 150 millions d'euros
- (ii) Les remboursements d'emprunts sur le 1^{er} semestre 2019 sont liés principalement à Casino, Guichard-Perrachon, GPA et Exito pour respectivement 54, 71 et 92 millions d'euros
- (iii) Dont respectivement -73 et -50 millions d'euros en 2019 relatifs aux contrats de TRS portant sur les titres Mercialys (note 3.1.2) et Via Varejo (note 2). En 2018 : dont respectivement 198 et 49 millions d'euros relatifs aux contrats de TRS mis en place sur l'exercice et portant sur les titres de Mercialys et Via Varejo
- (iv) Dont -35 millions d'euros de variation des concours bancaires courants au 30 juin 2019 (31 décembre 2018 : -96 millions d'euros)

Sur le 1^{er} semestre 2019, les flux de trésorerie de financement se résument par un décaissement net de 62 millions d'euros ; ils sont composés de remboursements d'emprunts pour 231 millions d'euros et d'intérêts nets versés pour 387 millions d'euros (note 4.8) compensés à hauteur de 556 millions d'euros par de nouveaux emprunts. En 2018, les flux de trésorerie de financement se résumaient par un décaissement net de 436 millions d'euros ; ils étaient composés de remboursements d'emprunts pour 1 331 millions d'euros et d'intérêts nets versés pour 648 millions d'euros compensés à hauteur de 1 542 millions d'euros par de nouveaux emprunts

9.3 Résultat financier

9.3.1 Coût de l'endettement financier net

en millions d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018 retraité
Résultat de cession des équivalents de trésorerie	-	=
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	11	23
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	11	23
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture	(167)	(174)
Coût de l'endettement financier brut	(167)	(174)
Total du coût de l'endettement financier net	(157)	(151)

9.3.2 Autres produits et charges financiers

en millions d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018 retraité
Produits financiers de participation	-	-
Gains de change (hors opérations de financement)	19	16
Produits d'actualisation et de désactualisation	1	1
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture comptable (i)	56	8
Variation positive de juste valeur des actifs financiers	-	2
Produits liés à l'hyperinflation en Argentine	-	-
Autres produits financiers	29	25
Produits financiers	105	51
Pertes de change (hors opérations de financement)	(24)	(20)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(2)	(1)
Intérêts financiers sur les passifs de loyers	(133)	(115)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture comptable (i)	(13)	(51)
Variation négative de juste valeur des actifs financiers	(6)	(2)
Coût de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	(36)	(38)
Charges liées à l'hyperinflation en Argentine	(4)	(7)
Autres charges financières	(26)	(27)
Charges financières	(245)	(261)
Total autres produits et charges financiers	(141)	(210)

⁽i) Au 30 juin 2019, le produit net de 43 millions d'euros reflète principalement (a) la variation de valeur du TRS GPA (+36 millions d'euros) et du forward GPA (+20 millions d'euros), ainsi que des dividendes perçus et des coûts de portage associés à ces instruments pour respectivement +1 et - 7 millions d'euros et (b) les incidences liées à d'autres instruments dérivés pour -7 millions d'euros

Au 30 juin 2018, la charge nette de 43 millions d'euros reflétait principalement (a) la variation de valeur du TRS GPA (-6 millions d'euros) et du forward GPA (-18 millions d'euros) ainsi que les coûts de portage associés à ces instruments pour -7 millions d'euros, et (b) les incidences liées à d'autres instruments dérivés pour -13 millions d'euros

9.4 Juste valeur des instruments financiers

Les tableaux ci-dessous présentent une comparaison de la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs consolidés, autres que ceux dont les valeurs comptables correspondent à des approximations raisonnables des justes valeurs tels que les créances clients, les dettes fournisseurs, les actifs et passifs sur contrat, et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

		Hiéra	archie des just	tes valeurs	
Au 30 juin 2019 (en millions d'euros)	Valeur comptable	Juste valeur	Prix du marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3
Actifs	257	257	5	217	36
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le résultat ⁽ⁱ⁾	28	28	1	-	28
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par OCI (i)	41	41	4	37	-
Dérivés actifs de couverture de juste valeur (ii)	177	177	-	177	-
Dérivés actifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net (ii)	2	2	-	2	-
Autres dérivés actifs	8	8	-	-	8
Passifs	14 447	13 882	5 042	8 659	180
Emprunts obligataires (iii)	6 697	6 154	5 042	1 112	-
Autres emprunts et dettes financières (iv)	2 523	2 501	-	2 501	-
Passifs de loyers	4 766	4 766	-	4 766	-
Dérivés passifs de couverture de juste valeur (ii)	6	6	-	6	-
Dérivés passifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽ⁱⁱ⁾	49	49	-	49	-
Autres dérivés passifs (ii)	225	225	-	225	-
Dettes liées aux engagements de rachat sur intérêts ne donnant pas le contrôle (v)	180	180	-	-	180

	Hiérarchie des justes valeurs						
Au 31 décembre 2018 retraité (en millions d'euros)	Valeur comptable	Juste valeur	Prix du marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3		
Actifs	189	189	11	135	44		
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le résultat ⁽ⁱ⁾	35	35	1	-	34		
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par OCI (i)	38	38	10	28	-		
Dérivés actifs de couverture de juste valeur (ii)	101	101	-	101	-		
Dérivés actifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽ⁱⁱ⁾	6	6	-	6	-		
Autres dérivés actifs	9	9	-	-	9		
Passifs	13 893	13 370	5 180	8 002	188		
Emprunts obligataires (iii)	6 409	6 087	5 180	907	-		
Autres emprunts et dettes financières (iv)	2 568	2 367	-	2 367	-		
Passifs de loyers	4 437	4 437	-	4 437	-		
Dérivés passifs de couverture de juste valeur (ii)	3	3	-	3	-		
Dérivés passifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽ⁱⁱ⁾	15	15	-	15	-		
Autres dérivés passifs (ii)	273	273	-	273	-		
Dettes liées aux engagements de rachat sur intérêts ne donnant pas le contrôle (v)	188	188	-	-	188		

- (i) La juste valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur est généralement déterminée en utilisant les techniques d'évaluation usuelles. Les actifs financiers pour lesquels une juste valeur n'a pu être déterminée de manière fiable ne sont pas présentés dans cette note
- (ii) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment les courbes des taux d'intérêts) et la qualité de contrepartie. Les dérivés de couverture de juste valeur sont quasi intégralement adossés à des emprunts financiers
- (iii) La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier prix de marché à la date de clôture
- (iv) La juste valeur des autres emprunts a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt à la date de clôture
- (v) La juste valeur relative aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle est déterminée en appliquant les formules de calcul du contrat et est, le cas échéant, actualisée ; ces formules sont considérées comme représentatives de la juste valeur et utilisent notamment des multiples de résultat net ou de chiffre d'affaires

9.5 Risque de liquidité

Comme décrit dans l'annexe aux comptes consolidés 2018, l'approche du Groupe est de gérer le risque de liquidité en s'assurant qu'il dispose de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions de marché normales ou dans un environnement dégradé.

Le 23 mai 2019, notre actionnaire de contrôle Rallye et ses maisons mères ont annoncé avoir chacune demandé et obtenu l'ouverture d'une procédure de sauvegarde pour une durée de six mois, prolongeable de 6 à 12 mois par décision du tribunal de commerce saisi. Ces procédures de sauvegarde ont été ouvertes après constat par le tribunal des difficultés financières des holdings. Elles ont pour effet un gel du passif financier de ces sociétés.

Chacune de ces procédures ne concerne que l'entité sur laquelle elle a été ouverte et ne s'applique ni à Casino, Guichard-Perrachon ni à ses filiales. Le groupe Casino continue donc à opérer dans le cadre du déroulement normal de ses activités.

A date, l'ouverture de la procédure de sauvegarde de Rallye a eu notamment deux impacts au niveau de Casino, Guichard Perrachon :

- L'abaissement de la notation du groupe par S&P et Moody's : le 28 mai 2019, S&P a abaissé la notation du groupe à B, avec une perspective négative (auparavant BB perspective négative). Le 31 mai 2019, Moody's a abaissé la notation du groupe B1, perspective négative (auparavant Ba3 perspective négative). Ces changements de notation par Standard & Poor's et Moody's n'ont pas eu d'impact sur le coût ou la disponibilité des ressources financières existantes de Casino;
- La réduction de l'encours de billets de trésorerie : l'encours de billets de trésorerie s'élève au 30 juin 2019 à 167 millions d'euros contre 450 millions d'euros avant l'entrée en sauvegarde de Rallye.

Le Groupe n'a pas constaté de modification des délais de paiement fournisseurs et n'a pas non plus observé de réduction du montant des facilités de caisse (découverts) disponibles.

Par ailleurs, le Groupe étudie en permanence en collaboration avec les banques, et d'autant plus dans le contexte actuel où la notation financière du Groupe a été dégradée, les différentes options de refinancement ou d'extension de ses échéances bancaires et obligataires.

Les principales actions entreprises au titre de la gestion du risque de liquidité sont :

- diversification des sources de financement : marchés de capitaux publics et privés, banques (ressources confirmées et non confirmées), escompte ;
- diversification des devises de financement : euro, devises fonctionnelles du Groupe, dollar US ;
- maintien d'un montant de ressources confirmées excédant significativement les engagements du Groupe à tout moment ;
- limitation des échéances de remboursement annuelles et gestion proactive de l'échéancier de remboursement ;
- gestion de la maturité moyenne des financements, avec, si pertinent, un refinancement anticipé de certaines ressources.

Cette analyse de liquidité est réalisée à la fois pour le périmètre de la holding Casino, Guichard-Perrachon (en prenant en compte la mutualisation de la trésorerie, via des accords de cash pooling, de toutes les entités françaises contrôlées) et pour chacune des filiales internationales du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe effectue des cessions de créances sans recours et sans implication continue au sens IFRS 7 et effectue également des opérations de financement des fournisseurs ("reverse factoring").

La majeure partie de la dette du Groupe se situe au niveau de Casino, Guichard-Perrachon; celle-ci ne fait l'objet d'aucun collatéral ni d'actifs garantis. Les ressources sont gérées par la Direction Corporate Finance. Les principales filiales du Groupe (GPA, Monoprix, Éxito) disposent également de leurs propres ressources financières. Ces ressources financières ne font pas non plus l'objet de collatéral ou d'actifs garantis (à l'exception des prêts de GPA souscrits auprès de la BNDES, qui représentent un montant de 7 millions d'euros au 30 juin 2019 et qui bénéficient de sûretés sur les actifs) et ne sont pas garanties par Casino.

Toutes les filiales font parvenir au Groupe un reporting hebdomadaire de trésorerie et la mise en place de nouvelles sources de financement fait l'objet d'une validation de la Direction Corporate Finance.

Au 30 juin 2019, la situation de liquidité du Groupe s'appuie sur :

- des lignes de crédit confirmées non tirées pour un montant total de 3 212 millions d'euros (dont 2 719 millions d'euros au niveau du périmètre France);
- une trésorerie disponible de 3 195 millions d'euros (note 9.1).

Sur le périmètre France, les lignes de crédit confirmées qui sont utilisables à tout moment se décomposent ainsi :

En millions d'euros	Taux	Echéa	ance	Autorisées	Utilisées	
Eli lillillolis d'édios	illions a euros Taux		> à 1 an	Autorisees	Utilisees	
Lignes syndiquées – Casino, Guichard-Perrachon (i)	Variable ⁽ⁱ⁾	-	1 859	1 859	-	
Lignes bilatérales - Casino, Guichard-Perrachon	Variable (ii)	225	215	440	90	
Lignes bancaires confirmées - Monoprix	Variable (iii)	-	570	570	60	
Total		225	2 644	2 869	150	

- (i) Les lignes syndiquées comprennent la ligne de 1 200 millions d'euros à échéance février 2021 et la ligne de 750 millions de dollars US à échéance juillet 2022 qui sont rémunérées sur la base du taux Euribor pour les tirages en euro ou du taux US Libor pour les tirages en dollar correspondant à la période de tirage, augmenté d'une marge variant selon le montant du tirage et selon le niveau du ratio DFN/EBITDA du Groupe
- (ii) Les lignes bilatérales sont rémunérées sur la base du taux Euribor correspondant à la période de tirage, augmenté d'une marge. Pour certaines lignes, la marge varie selon le montant du tirage (pour 240 millions d'euros de lignes) et / ou le niveau du ratio DFN/EBITDA (pour 250 millions d'euros de lignes). Une des lignes a une marge partiellement indexée sur la notation RSE Sustainalytics
- (iii) Ces lignes bancaires confirmées sont rémunérées sur la base du taux Euribor correspondant à la période de tirage, augmenté d'une marge. La marge varie selon le montant du tirage et / ou le niveau du ratio DFN/EBITDA

Ces lignes de crédit sont soumises à un seul covenant qui est le ratio consolidé DFN/EBITDA (3,5x pour le plus restrictif à l'exception des lignes Monoprix qui sont soumises à un covenant lié au ratio DFN / EBITDA de Monoprix). Ce covenant est testé annuellement sur la base du ratio au 31 décembre.

Au 30 juin 2019, l'encours des emprunts obligataires émis par Casino, Guichard-Perrachon s'élève à 5 338 millions d'euros dont 1 171 remboursables à moins d'un an.

Comme annoncé le 12 juillet 2019 par Rallye et ses holdings, certaines banques, bénéficiant de nantissements sur les titres de leurs filiales dans le cadre de financements structurés auraient la possibilité d'exercer ces sûretés dans le cadre des procédures de sauvegarde ouvertes.

Casino confirme que :

- L'exercice de ces suretés n'aurait aucun impact sur le contrôle exercé par Rallye et ses holdings sur Casino ;
- Quand bien même cet exercice entrainerait la perte du contrôle de Casino par Rallye ou ses sociétés holdings, cela n'aurait aucun impact juridique sur la dette de Casino et ne constituerait pas un cas de défaut, que ce soit au titre de la documentation de financement bancaire ou de la documentation de financement obligataire de Casino.

En effet:

- i. L'essentiel de la documentation de financement bancaire de Casino contient des clauses de changement de contrôle. La notion de changement de contrôle est définie non pas comme la perte du contrôle de Casino par Rallye ou ses holdings mais comme l'acquisition du contrôle de Casino par un tiers (au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce français), autre que Rallye et ses affiliés, agissant seul ou de concert. La mise en oeuvre des clauses de changement de contrôle constituerait un cas de remboursement anticipé obligatoire ou d'annulation des lignes de crédit confirmées sur décision individuelle de chacun des prêteurs.
- ii. L'ensemble de la documentation de financement obligataire de Casino contient des clauses de changement de contrôle, à l'exception de la documentation relative aux 600 millions d'euros de titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI) émis en 2005 qui n'en contient pas. La notion de changement de contrôle est définie par deux éléments cumulatifs :
 - L'acquisition par un tiers, autre que Rallye et ses affiliés, agissant seul ou de concert, d'actions leur conférant plus de 50% des droits de vote de Casino; et
 - Ce changement de contrôle provoque directement une dégradation de la notation de crédit long-terme de Casino (d'au moins un cran dans le cas où Casino n'est pas investment grade).

En cas d'acquisition du contrôle de Casino par un tiers entrainant la dégradation de la notation de Casino, les conséquences sur les financements obligataires de Casino seraient les suivantes :

- pour les obligations senior représentant un nominal cumulé au 30 juin 2019 de 5 338 millions d'euros, chaque investisseur obligataire aurait la faculté de demander à Casino le remboursement anticipé au pair de la totalité des obligations qu'il détient;
- pour les TSSDI émis en 2013 représentant un nominal à date de 750 millions d'euros, le coupon serait augmenté d'une marge supplémentaire de 5% par an et Casino aurait par ailleurs la faculté de racheter la totalité de ces titres au pair.

Note 10 Capitaux propres

10.1 Eléments sur capital social, sur actions propres et d'autocontrôle

Au 30 juin 2019, le capital social s'élève à 165 892 132 euros (31 décembre 2018 : 167 886 006 euros).

Le capital social est composé de 108 426 230 actions émises et entièrement libérées (31 décembre 2018 : 109 729 416 actions). La variation s'explique essentiellement par l'annulation de 1 303 186 actions par le Conseil d'Administration du 13 juin 2019.

Au 30 juin 2019, le nombre d'actions auto-détenues s'élève à 831 617, représentant 29 millions d'euros (31 décembre 2018 : 961 761 actions représentant 33 millions d'euros). Par ailleurs, 455 000 actions propres sont détenues dans le cadre du contrat de liquidité représentant 16 millions d'euros (aucune action au 31 décembre 2018).

Ainsi le nombre total d'actions propres détenues par le Groupe au 30 juin 2019 s'élève à 1,3 millions représentant 46 millions d'euros.

L'incidence des opérations d'achats et de ventes de la période représente une diminution des capitaux propres de 58 millions d'euros représentant également le flux de décaissement de la période (dont 40 millions d'euros au titre des achats d'actions effectués par Casino en vue de l'annulation de ces titres et 18 millions d'euros au titre de la variation du nombre d'actions auto-détenues au titre du contrat de liquidité entre le 31 décembre 2018 et le 30 juin 2019).

10.2 Composition des autres réserves

En millions d'euros	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Instruments de capitaux propres ⁽ⁱ⁾	Instruments de dette ⁽ⁱ⁾	Total autres réserves
Au 1 ^{er} janvier 2018	(18)	(1)	(1 997)	(97)	2	(2)	(2 114)
Variations	9	-	(402)	5	(2)	=	(389)
Au 30 juin 2018 retraité	(9)	(1)	(2 399)	(92)	-	(2)	(2 503)
Au 31 décembre 2018 publié	(8)	(1)	(2 332)	(107)	(2)	(2)	(2 452)
Incidences IFRS 16	-	=	5	-	-	-	5
Au 31 décembre 2018 retraité	(8)	(1)	(2 327)	(107)	(2)	(2)	(2 447)
Variations	(29)	=	31	1	(1)	1	2
Au 30 juin 2019	(38)	(1)	(2 296)	(106)	(3)	(1)	(2 445)

⁽i) Instruments évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (OCI)

10.3 Intérêts ne donnant pas le contrôle significatifs

INFORMATIONS FINANCIERES RESUMEES DES PRINCIPALES FILIALES PRESENTANT DES PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE SIGNIFICATIVES

Les informations présentées dans le tableau ci-dessous sont en conformité avec les normes IFRS, ajustées le cas échéant des réévaluations de juste valeur à la date de prise ou perte de contrôle et des retraitements d'homogénéisation de principes comptables avec ceux du Groupe. Les montants sont présentés avant éliminations des comptes et opérations réciproques. Le groupe Éxito publiant ses résultats à une date postérieure à celle du Groupe Casino, les informations relatives à cette filiale ne sont pas présentées.

En millions d'euros				
En millions a euros	2019	2018 retraité		
Pays	Brési	I		
% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle (i)	66,9%	66,9%		
% des droits de vote des intérêts ne donnant pas le contrôle (i)	0,06%	0,06%		
Pour la période du 1 ^{er} semestre :				
Chiffre d'affaires	5 914	5 561		
Résultat net des activités poursuivies	66	135		
Résultat net des activités abandonnées	20	77		
Résultat net consolidé	86	212		
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités poursuivies	44	90		
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités abandonnées	15	68		
Autres éléments du résultat global	95	(661)		
Résultat global de la période	181	(449)		
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	124	(306)		
Au 30 juin 2019 et 31 décembre 2018 :				
Actifs non courants	7 899	7 603		
Actifs courants	2 787	9 539		
Passifs non courants	(2 540)	(2 609)		
Passifs courants	(2 865)	(8 608)		
Actif net	5 281	5 924		
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	3 293	3 908		
Pour la période du 1 ^{er} semestre :				
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(808)	(306)		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	250	(216)		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financements	(226)	(284)		
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	92	(153)		
Variation de trésorerie	(692)	(959)		
Dividendes versés au Groupe (ii)	21	16		
Dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle sur l'exercice (ii)	26	26		
% de détention moyen du Groupe sur le 1 ^{er} semestre	33,1%	33,1%		
% de détention du Groupe au 30 juin	33,1%	33,1%		

⁽i) Les pourcentages des intérêts ne donnant pas le contrôle mentionnés dans ce tableau ne comprennent pas les propres intérêts ne donnant pas le contrôle des sous-groupes

⁽ii) GPA a une obligation de distribuer des dividendes à hauteur de 25% du bénéfice net de l'exercice

10.4 Distribution de dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 7 mai 2019 a décidé la mise en distribution, au titre de l'exercice 2018, d'un dividende d'un montant de 3,12 euros par action ordinaire payé en numéraire. Compte tenu de l'acompte de 170 millions d'euros versé en décembre 2018, le montant comptabilisé en moins des capitaux propres en 2019 s'élève à 169 millions d'euros.

Les coupons attribuables aux porteurs de TSSDI se présentent comme suit :

en millions d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Coupons attribuables aux porteurs de TSSDI (Impact capitaux propres)	39	42
Dont montant versé au cours de la période	37	37
Dont montant à verser	3	6
Impact tableau de flux de trésorerie de la période	42	42
Dont coupons attribués et payés sur la période	37	37
Dont coupons attribués sur l'exercice précédent et payés sur la période	6	6

Note 11 Autres provisions

11.1 Décomposition et variations

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2019 retraité	Dotations 2019	Reprises utilisées 2019	Reprises non utilisées 2019	Variation de périmètre	Variation de change	Autres	30 juin 2019
Litiges	484	60	(31)	(34)	(4)	15	(3)	487
Divers risques et charges	102	36	(15)	(14)	(1)	-	6	115
Restructurations	43	25	(24)	(2)	4	-	-	46
Total autres provisions	630	121	(69)	(50)	(1)	15	3	648
dont non courant	480	54	(30)	(30)	(5)	15	(6)	477
dont courant	151	66	(39)	(20)	4	-	9	170

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...).

De manière plus spécifique, les provisions pour litiges qui s'élèvent à 487 millions d'euros comprennent 445 millions d'euros de provisions relatives à GPA (note 11.2) dont les dotations, reprises utilisées et reprises non utilisées afférentes s'élèvent respectivement à 52, -10 et -45 millions d'euros.

11.2 Détail des provisions pour litiges de GPA

en millions d'euros	Litiges PIS / Cofins / CPMF ⁽ⁱ⁾	Autres litiges fiscaux	Litiges salariaux	Litiges civils	Total
30 juin 2019	14	335	68	28	445
31 décembre 2018 (hors Via Varejo)	31	316	65	26	439

⁽i) TVA et taxes assimilées

Dans le cadre des litiges présentés ci-dessus et ci-après en note 11.3, GPA (alimentaire uniquement) conteste le paiement de certains impôts, cotisations et obligations salariales. Dans l'attente des décisions définitives des tribunaux administratifs, ces diverses contestations ont donné lieu à des versements au titre de dépôts judiciaires présentés en « autres actifs non courants ». À ces versements, s'ajoutent les garanties données par GPA, présentées en engagements hors bilan.

		30 juin 2019		31 décembre 2018			
en millions d'euros	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires	
Litiges fiscaux	56	193	2 148	53	189	2 033	
Litiges salariaux	112	-	83	104	1	43	
Litiges civils et autres	18	3	103	17	3	97	
Total	186	196	2 333	175	192	2 173	

11.3 Passifs et actifs éventuels

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers ou avec l'administration fiscale de certains pays (dont principalement GPA – voir ci-dessous).

Comme indiqué en note 3.3.2, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

Arbitrage entre GPA et Peninsula

Le 12 septembre 2017, GPA a reçu une demande d'arbitrage de la part de Fundo de Investimento Imobiliário Peninsula ("Península") afin de discuter du mode de calcul des charges de location et d'autres sujets opérationnels liés à des contrats de location portant sur des magasins détenus par Peninsula et exploités par GPA. Les contrats concernés ont une durée de 20 ans depuis 2005 et sont renouvelables pour une nouvelle période de 20 ans à la seule discrétion de GPA; ces contrats définissent le calcul des loyers.

Malgré les discussions liées à l'application des contrats, la demande d'arbitrage n'affecte pas l'exploitation des magasins en location, qui est contractuellement assurée. Dans l'état actuel du processus d'arbitrage, le risque d'exposition de la société ne peut pas raisonnablement être déterminé. Sur la base de l'opinion de ses conseillers juridiques, la société a estimé comme possible le risque de perte devant le tribunal arbitral.

Assignations par la DGCCRF d'AMC et d'INCAA et enquêtes des autorités de la concurrence française et européenne

Le groupe Casino a été assigné, le 28 février 2017, devant le Tribunal de commerce de Paris par le Ministre de l'Économie, représenté par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). Cette assignation concerne une série d'avoirs émis en 2013 et 2014 par 41 fournisseurs pour un montant global de 22,2 millions d'euros et porte sur le remboursement de cette somme aux fournisseurs concernés, assorti d'une amende civile de 2 millions d'euros.

De plus, la centrale de négociation commune d'Intermarché et Casino, la société INCA Achats et chacune de ses mères respectives ont été assignées le 11 avril 2017 pour déséquilibre dans la relation économique et pratiques commerciales abusives en 2015 à l'encontre de 13 multinationales du secteur de l'hygiène-parfumerie, assortie d'une demande d'amende civile de 2 millions d'euros.

Les deux procédures judiciaires suivent leur cours. Le Groupe estime avoir respecté la réglementation en vigueur dans le cadre de ses négociations avec les fournisseurs concernés par ces deux assignations. En conséquence, aucune provision n'a été constituée à ce stade.

Par ailleurs, le Groupe fait l'objet d'enquêtes régulières menées par les autorités de la concurrence française et européenne.

Au début du mois de février 2017, l'Autorité de la concurrence a mené des opérations de visite et saisies dans les locaux des sociétés Vindémia Logistique et Vindémia Group dans les secteurs de l'approvisionnement et de la distribution de produits de grande consommation sur l'île de la Réunion.

À ce stade, aucune communication de griefs n'a été adressée par l'Autorité de la concurrence et le recours introduit par le groupe Casino contre les opérations de visite et saisies est toujours pendant. Le groupe Casino n'est pas en mesure de se prononcer sur l'issue de cette enquête.

En outre, fin février 2017, la Commission européenne a mené des opérations de visite et saisies dans les locaux des sociétés Casino, Guichard-Perrachon, Achats Marchandises Casino – A.M.C. (anciennement E.M.C. Distribution) et Intermarché-Casino Achats (INCA-A) concernant les marchés de l'approvisionnement en biens de

consommation courante, de la vente de services aux fabricants de produits de marque et de vente aux consommateurs de biens de consommation courante.

En mai 2019, la Commission européenne a procédé à de nouvelles opérations de visite et saisies dans les locaux des mêmes sociétés (sauf INCA-A, qui a depuis cessé son activité et est en cours de liquidation).

Aucune communication de griefs n'a été adressée par la Commission européenne. Des recours devant les premières opérations de visite et saisies de la Commission européenne sont toujours pendants devant le Tribunal de l'Union européenne et le groupe Casino entend également contester le bien-fondé des secondes opérations devant le Tribunal de l'Union européenne. A ce stade, le groupe Casino n'est pas en mesure de se prononcer sur l'issue de cette enquête.

Enfin, en juin 2018, suite à la notification déposée conformément à la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, l'Autorité de la concurrence a ouvert une enquête non-contentieuse sur les rapprochements à l'achat dans le secteur de la grande distribution à dominante alimentaire. L'enquête concerne notamment la centrale de négociation entre Auchan, Casino, Métro et Schiever, dénommée Horizon. Cette enquête suit actuellement son cours.

Passifs fiscaux, sociaux et civils éventuels de GPA

en millions d'euros	30 juin 2019	31 décembre 2018
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	103	95
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	233	224
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	458	447
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	34	34
ICMS (TVA)	1 385	1 329
Litiges civils	96	115
Total	2 308	2 244

GPA a recours à des sociétés de conseils dans le cadre de litiges fiscaux, dont les honoraires dépendent de la résolution des litiges en faveur de GPA. Au 30 juin 2019, le montant estimé s'élève à 43 millions d'euros (31 décembre 2018 : 38 millions d'euros).

Par ailleurs, Casino a accordé à sa filiale brésilienne une garantie spécifique qui porte sur des notifications reçues de l'administration pour un montant cumulé au 30 juin 2019 de 1 386 millions de réais (31 décembre 2018 : 1 317 millions de réais), intérêts et pénalités compris et sur lesquelles Casino s'engage à indemniser GPA à hauteur de 50% du préjudice que cette dernière subirait pour autant que ce préjudice soit définitif. Sur la base de l'engagement donné par Casino à sa filiale, l'exposition ressort à 693 millions de réais, soit 159 millions d'euros (31 décembre 2018 : 658 millions de réais, soit 148 millions d'euros). Les risques sous-jacents sont considérés possibles ; à ce titre, aucune provision n'est constatée dans les comptes.

Actifs éventuels de GPA

Exclusion de l'ICMS du calcul des taxes PIS et COFINS

Depuis l'adoption du régime non-cumulatif des crédits de taxes PIS et COFINS, GPA défend le droit de déduire la taxe ICMS de la base de calcul de ces deux taxes. Le 15 mars 2017, la Cour suprême fédérale brésilienne (STF) a statué sur le fait que l'ICMS devait être exclu de la base de calcul des taxes PIS et COFINS, donnant ainsi droit à la thèse défendue par GPA. Sur la base de ce jugement de la STF et de l'avis de ses conseillers internes et externes, GPA a estimé qu'un décaissement au titre de montants non collectés dans le passé était devenue peu probable et a donc repris sur le 1^{er} semestre 2017 les provisions constituées antérieurement à cet effet pour un montant de 117 millions de réais (soit 32 millions d'euros).

Depuis la décision de la Cour suprême le 15 mars 2017, les étapes de la procédure se poursuivent conformément aux attentes de GPA et de ses conseillers sans remise en cause de ses jugements exercés qui avaient conduit à des reprises de provisions, en l'absence néanmoins d'une décision finale de la Cour. GPA et ses conseillers juridiques externes estiment que cette décision relative aux modalités d'application ne limitera pas ses droits aux procédures judiciaires qu'elle a entamées depuis 2003 et toujours en cours. Il n'est pour autant pas possible de reconnaître un actif à ce titre tant que ces éléments de procédure ne sont pas clos. Sur la base des informations disponibles

30 juin 2019, GPA a estimé l'actif éventuel de ces crédits fiscaux à 1 400 millions de réais (soit 322 millions d'euros) pour son activité Retail.

Note 12 Parties liées

La société Casino, Guichard-Perrachon est contrôlée par la société Rallye, elle-même détenue par Foncière Euris. Au 30 juin 2019, le groupe Rallye détient 52,37 % du capital de Casino, Guichard-Perrachon et 61,74 % des droits de vote (sur la base du nombre de droits de vote réels déduction faite des actions auto-détenues).

La Société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec l'ensemble de ses filiales. La Société et ses filiales bénéficient de l'assistance en matière stratégique de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle des conventions de conseil et d'assistance en matière stratégique ont été conclues. Elles bénéficient également d'autres prestations courantes de la part d'Euris et de Foncière Euris (mise à disposition de personnel et de locaux). Ces relations n'ont pas évolué par rapport à celles de l'exercice précédent. Le montant enregistré en charge sur la période relatif à ces conventions envers Casino et ses filiales s'élève à 1,9 millions d'euros dont 1,6 millions d'euros au titre de l'assistance en matière stratégique et 0,3 million d'euros au titre de la mise à disposition de personnel et de locaux.

La principale opération du semestre entre l'ensemble des sociétés consolidées du groupe Casino et le groupe Rallye a été le versement du dividende au titre de l'exercice 2018 pour un montant de 88 millions d'euros.

Dans le cadre du déploiement de son modèle dual associant activités de distribution et immobilier commercial, Casino et ses filiales réalisent avec Mercialys des opérations de développement d'actifs immobiliers (note 3.3.3).

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunération des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2018, et aucune transaction inhabituelle par sa nature ou son montant n'est intervenue au cours de la période.

Note 13 Evénements postérieurs à la clôture

Finalisation de la cession de 8 magasins relatifs au secteur France Retail

Faisant suite à la signature en janvier et février de promesses d'achat avec des adhérents Leclerc et Lidl, le groupe Casino a annoncé le 2 juillet 2019 avoir finalisé les opérations de cession portant sur 8 magasins dont 3 hypermarchés ; il a à ce titre perçu 39 millions d'euros.

Signature d'un accord avec GBH en vue de la cession de Vindémia

Le 22 juillet 2019, le groupe Casino et GBH ont annoncé la signature d'une promesse unilatérale d'achat en vue de la cession de la société Vindémia pour une valeur d'entreprise de 219 millions d'euros. La réalisation de cette cession interviendra après la consultation des instances représentatives du personnel et sous réserve de l'obtention de l'autorisation de l'Autorité de la concurrence.

Signature de nouvelles promesses unilatérales d'achat en vue de la cession de 3 hypermarchés

Dans le cadre de son plan de cession et de fermeture de magasins déficitaires, le Groupe a annoncé le 24 juillet 2019 avoir conclu de nouvelles promesses unilatérales d'achat visant à céder 3 hypermarchés Géant Casino représentant un montant total de 42 millions d'euros (note 2). Ces magasins ont représenté en 2018 un chiffre d'affaires hors taxes d'environ 76 millions d'euros et une perte en résultat opérationnel courant d'environ 2 millions d'euros. La réalisation des cessions est attendue fin 2019, sous réserve de la consultation préalable des instances représentatives du personnel et de la réalisation des conditions suspensives usuelles.

Projet de simplification de la structure en Amérique latine

Le Groupe a annoncé, le 27 juin 2019, un projet de simplification de sa structure en Amérique Latine incluant le regroupement de l'ensemble de ses activités dans la région sous GPA et la migration des actions GPA vers le Novo Mercado.

Après examen par un comité d'administrateurs indépendants, le conseil d'administration de GPA a approuvé le 24 juillet 2019 une OPA sur Exito au prix de 18 000 pesos colombiens. Le dépôt par GPA de son offre interviendra après l'approbation par Exito des accords conférant à Casino un contrôle exclusif sur Segisor (holding de contrôle de GPA) et lui permettant d'acheter la participation d'Exito dans Segisor sur la base d'un prix de 109 réais par action GPA.

Le conseil d'administration de Casino a approuvé ce même jour l'offre d'achat à 109 réais par action, qui a été transmise à Exito pour examen.

Casino, Guichard-Perrachon PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2019 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

DELOITTE & ASSOCIES 6, place de la Pyramide 92908 Paris-La Défense cedex S.A.S. au capital de € 1.723.040 572 028 041 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles ERNST & YOUNG et Autres Tour First TSA 14444 92037 Paris-La Défense cedex S.A.S. à capital variable 438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles

Casino, Guichard-Perrachon

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Casino, Guichard-Perrachon, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3 de l'annexe « Changements de méthodes comptables » qui expose les modalités de mise en oeuvre et les impacts relatifs à la première application de la norme IFRS 16 - Contrats de location, et sur les notes 2 « Faits marquants » et 9.5 « Risque de liquidité » du groupe Casino notamment dans le contexte des procédures de sauvegarde ouvertes au niveau des actionnaires de contrôle, les sociétés Rallye, Foncière Euris, Finatis et Euris.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 24 juillet 2019

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Moulin Patrice Choquet Yvon Salaün Alexis Hurtrel